

MADAGASCAR

Revue de Presse détaillée août 2010 (du 10 au 31)

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
14/08 : un accord politique est conclu avec 83 formations politiques	06
17/08 : les membres de l'Espace de concertation politique tentent d'élargir les bases de leur mouvement	10
18/08 : la Sadc soutient un dialogue malgacho-malgache	10
28/08 : échec de la rencontre « inclusive » de Vontovorona et condamnation de Marc Ravalomanana (cf infra)	20
Droits humains, gouvernance	24
Droit d'asile, employées expatriées au Liban, disparitions d'enfants, procès de la fusillade du 7 février 2009 et condamnation de Marc Ravalomanana, Justice, insécurité, indicateurs de pauvreté, situation carcérale, prisonniers politiques, syndicalisme, droit à la santé, Transparency International, Bianco, SeFaFi, Samifin	
Actualité économique et sociale	31
- Impacts de la crise politique	31
- Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	31
- Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement	32
- Divers	35

LA CRISE POLITIQUE

10 au 12 août : la HAT et 83 formations politiques sur la voie d'un accord politique avant le déroulement du Sommet de la Sadc du 18 août. Les trois mouvances ont décliné l'invitation. Un nouveau calendrier électoral est arrêté, qui débouche sur une prolongation de la Transition. La CNOSC a sa propre vision du calendrier et se dit soutenue par la communauté internationale. Des officiers s'expriment sur la sortie de crise. Jean Ping, victime collatérale de la crise.

Trois mouvances : le dernier espoir entre les mains de la Sadc, qui se réunit le 18 août en Namibie. « Nous avons la foi que la solution de sortie de crise sera dégagée à l'issue de cette réunion », a déclaré l'un des leaders, pour qui les accords de Maputo et d'Addis-Abeba demeurent les principales bases pour trouver une issue à la crise. A l'occasion de ce Sommet, le médiateur du GIC, Joaquim Chissano, fera un rapport sur sa dernière mission à Madagascar. Lors de son séjour dans la Grande Ile, il avait paru reconnaître les efforts fournis par les membres de la société civile. Un infléchissement de la position de la Sadc n'est donc pas exclu.

Une intervention militaire de la Sadc n'est pas à l'ordre du jour. Le ministre des Forces armées a déclaré : « Il est clair que ces annonces d'invasion d'une armée de la Sadc sont entretenues afin de créer la psychose au sein de l'opinion. Une réunion du comité interétatique sur la défense et la sécurité de la Sadc se déroule effectivement en ce moment au Mozambique, mais dans l'état actuel des travaux liés à la recherche de la solution malgacho-malgache, il est peu probable qu'une intervention armée soit programmée ». Et d'ajouter : « Il faut savoir qu'une intervention de ce genre doit être une réponse à des actes abjects dont est victime la population, tels que génocide, crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou encore nettoyage ethnique. Ce qui n'est pas le cas à Madagascar. Et puis, il faut que ce mode de règlement soit approuvé par la Sadc et obtienne l'aval de l'UA, suivie d'une réunion explicite du Conseil de Sécurité des Nations Unies avant sa mise en œuvre ».

La HAT et 83 partis politiques réunis dans un « Espace de concertation » comptent aboutir à un accord politique avant le Sommet de la Sadc. « La communauté internationale attend un retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar », a déclaré Andry Rajoelina à l'ouverture de ces rencontres au Centre de Conférences Internationales (CCI) d'Ivato. Pour le président de la HAT, le retour à l'ordre constitutionnel passe par la tenue d'élections dans les plus brefs délais, suivies de la mise en place rapide des institutions de la IVème République. « Le peuple attend avec impatience les élections », a-t-il indiqué, suite à sa rencontre avec les « Raïamandreny mijoro », qui lui ont dressé le compte-rendu

des propositions émises au cours des « *Dinika santatra* » [*dialogues régionaux*]. Andry Rajoelina a donc demandé aux participants de la rencontre d'Ivato qu'ils se mettent d'accord au préalable sur les dates des différents scrutins et lui fassent des propositions. La réunion initiée par la HAT réunit 83 formations politiques, d'importance très disparate et en l'absence des leaders de l'opposition, qui ont décliné l'invitation.

Elections : les législatives d'abord, la présidentielle après. Un accord semblait se dessiner au CCI d'Ivato sur l'organisation des législatives immédiatement après le référendum constitutionnel du 17 novembre, et ce dans l'hypothèse où la Constitution adoptée serait de nature parlementaire. Mais dans l'hypothèse où la Constitution retenue serait de nature présidentielle, l'élection présidentielle devrait logiquement prendre le pas sur les législatives.

La préférence qui semble avoir été donnée à l'organisation prioritaire de législatives va dans le sens souhaité à l'époque par la « *Convention nationale* » issue de l'Atelier « *Teny ifampierana* » de mars dernier, laquelle avait recommandé l'élection d'une Assemblée constituante. Mais tout cela n'est plus à l'ordre du jour puisque la nouvelle Constitution devrait être examinée lors de la prochaine « *Conférence nationale* » et sera adoptée par référendum, excluant de ce fait l'élection d'une Assemblée constituante. Dans l'hypothèse de l'adoption d'une Constitution de nature parlementaire, les législatives auraient lieu le 16 mars 2011, le scrutin présidentiel le 4 mai 2011 pour le 1^{er} tour, le 1er juin pour l'éventuel second tour. L'opposition met en doute la crédibilité de ce calendrier et déplore que la réconciliation nationale ne soit pas envisagée préalablement à tout scrutin. En outre, le référendum se tiendra durant la saison des pluies, en contradiction avec le principe unanimement admis d'éviter toute consultation durant cette période.

L'assemblée a admis la nécessité de constituer un véritable gouvernement d'union nationale, elle s'est prononcée en faveur d'une ouverture de la CENI à des membres issus de partis politiques. Un consensus a été trouvé sur la nécessité d'élargir la composition de la HAT et de créer une seconde Chambre. Autant d'orientations qui semblent témoigner de la volonté de mettre en place une nouvelle transition inclusive et consensuelle. Sans surprise, les signataires se sont prononcés en faveur de l'octroi des prérogatives présidentielles à Andry Rajoelina, à charge pour lui de nommer le Premier ministre et les membres du gouvernement sur proposition des partis. La « *Conférence nationale* » qui devrait débiter le 30 août aura à traiter de la nouvelle Constitution, de l'amnistie, du statut de l'opposition, de la laïcité de l'Etat, de l'impunité, de la Haute Cour de Justice, du découpage territorial, de la révision du Code électoral, du Code de la communication et de la loi sur la concurrence.

La CNOSC¹ a sa propre vision du calendrier électoral. Ses animateurs ont mis l'accent sur les progrès enregistrés au cours de leurs débats internes mais ils ont nettement indiqué que leur approche diffère de celle des politiques membres de l'« *Espace de concertation* » d'Ivato. La CNOSC a tenu à engager des contacts directs avec des représentants des trois mouvances, avec lesquels elle a convenu d'une méthodologie de conduite des discussions. La CNOSC devait encore rencontrer les responsables de l'armée, les « *Raiamandreny mijoro* » et le président de la HAT. Le schéma ainsi élaboré pourrait déboucher sur une feuille de route et un calendrier assez différents de ceux retenus à Ivato. Là où les politiques ne prévoient qu'une « *Conférence nationale* » fin août-début septembre, la CNOSC et ses interlocuteurs envisagent la tenue de 4 réunions successives, ce qui aurait pour conséquence de provoquer le report en 2011 du référendum constitutionnel et des différentes élections, sans toutefois que le processus ne dépasse la date du 26 juin [*Fête nationale*]. La démarche de la CNOSC bénéficierait du plein appui de la communauté internationale, qui aurait accepté de la financer, la société civile ne souhaitant pas dépendre d'un appui financier de l'Etat.

CCC : la « *Conférence nationale* » en ligne de mire. Après avoir dispensé leur appui technique lors des « *Dinika santatra* » organisés fin juillet dans les 119 districts, les membres du Comité Consultatif Constitutionnel (CCC) préparent la « *Conférence nationale* », au cours de laquelle ils renouvelleront leur offre de services, notamment sur les questions d'ordre constitutionnel. Ce n'est qu'au terme de cette Conférence que le CCC pourra remettre à la CENI le (ou les) projet(s) de Constitution qu'il aura formulé(s), à partir des quelques 230 propositions reçues antérieurement et des résolutions qui auront été adoptées par la « *Conférence nationale* ».

Des politiques sur la voie de la raison, selon le quotidien *Les Nouvelles*. « *Un accord minima concocté par 83 partis et associations politiques sur les 160 ou 180 enregistrés au ministère de*

¹ Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile – CNOSC - Nouvelle structure née en juillet de l'accord trouvé entre la Coalition des OSC, et l'Alliance des OSC, de tendance pro-Maputo.
Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » juillet 2010 - <http://storage.canalblog.com/03/82/448497/56004878.pdf>

l'Intérieur, sera-t-il reconnu comme « inclusif et consensuel » malgré la récrimination des trois mouvances ? Ce nouvel accord aura-t-il des perspectives meilleures que les « Teny ifampierana » et autres « Conférences régionales » ? Autant de points en suspens sur lesquels la communauté internationale, quoi qu'on dise, aura son mot à dire. [...] Visiblement, des politiques sont sur la voie de la raison et ont la formule magique pour ouvrir la porte de sortie de crise, à moins que la faune de prédateurs politiques, les caïmans, les caméléons, les loups, les vautours et autres dinosaures des deux tranchées, ne vienne agiter une eau déjà trouble ».

La Gazette titre « La transition rallongée ». La transition ne se terminera pas le 31 décembre, si l'on s'en tient au vœu de la classe politique. « *Les suspicions seront encore une fois dirigées contre Andry Rajoelina et la HAT qui, tout en prônant une transition raccourcie, créent en fait les conditions nécessaires à une prolongation. Notamment en entretenant le flou sur les instances véritablement habilitées à fixer les dates des élections. Rappelons qu'en décembre 2009, Andry Rajoelina avait arrêté au 20 mars 2010 la date des législatives. Puis les Assises organisées par la Médiature avaient reporté ce rendez-vous en mai. La CENI ayant fixé ensuite le référendum au 12 août, les législatives devaient automatiquement passer après et Andry Rajoelina lui-même les fixa au 30 septembre. L'« Espace de concertation » entre maintenant en lice et le voilà qui arrête la date du 4 mai 2011. Demain peut-être, on réunira les forces religieuses et elles privilégieront une date située entre la Pentecôte et l'Assomption 2011... Pour le grand public, Andry Rajoelina et la HAT, désireux de durer au maximum au pouvoir, multiplient les instances autorisées à fixer les dates des élections afin d'obtenir des reports successifs. En mai 2011, la transition aura déjà été longue de deux ans et deux mois et à cette date, des événements greffés de toutes pièces inciteront peut-être au recul des législatives en ...2012. Voici le petit théorème qui permet de rallonger la transition : en multipliant les assises, on additionne les mois... ».* Pour Le Courrier, « *Le parfum de l'unilatéralisme a encore été senti cette semaine au CCI d'Ivato avec cette soi-disant réunion des Chefs des partis et associations politiques avec les représentants du pouvoir en place ».*

Les trois mouvances consultées par la CNOSC. Une seconde rencontre a eu lieu entre les membres de la CNOSC et les trois mouvances. Emmanuel Rakotovahiny (mouvance Zafy) et Fetison Andrianirina (mouvance Ravalomanana) se sont déclarés prêts à soutenir la Coordination si celle-ci parvient à prouver qu'elle est impartiale et ses objectifs acceptés par tous. Sans renoncer toutefois à rappeler l'existence des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, restés lettre morte en raison du non respect de la parole donnée par « certains » signataires. La CNOSC a confirmé que l'UE et certaines chancelleries ont accepté de soutenir l'effort de la société civile, si cette initiative obtient le consensus de tous.

CNOSC : inclure Joaquim Chissano dans les négociations. Lors de son passage à Madagascar courant juillet, le chef de la médiation internationale a interrogé les membres de la CNOSC sur la place qu'ils entendaient donner au chef du GIC dans la médiation que les Malgaches veulent conduire par eux-mêmes. Les membres de la Coordination lui auraient assuré que les négociations ne pouvaient se faire sans lui. Lalao Andriamampionona, présidente de l'une des composantes de la société civile [*l'Alliance des OSC*] a confirmé cette position. Elle affirme que, contrairement aux rumeurs, Joaquim Chissano n'a pas d'intérêt personnel à préserver ou à défendre dans la résolution de la crise.

Pierre Houlder : la spécificité malgache. Appréciant les démarches en cours avec la société civile, Pierre Houlder Ramaholimasy, membre de la HAT, déclare que ces initiatives relèvent de la « *spécificité malgache* », trop longtemps ignorée par la communauté internationale, notamment l'UA. Le réveil de la société civile et des « *Raiamandreny Mijoro* » a provoqué de salutaires réactions dans la société politique. Le « *Dinika Santatra* » a permis aux citoyens d'alerter les politiciens et de leur faire prendre conscience des aspirations profondes de la population. La mobilisation des OSC a été perçue comme une mise en cause de la classe politique. De son point de vue, les initiatives de la société civile et du monde politique ne sont pas concurrentes ni exclusives mais complémentaires.

Un vent de désaveu souffle au sein du Tim. La présence à l'« *Espace de concertation* » de plusieurs de ses leaders, dont Raharinaivo Andrianantoandro, déstabilise l'ancien parti au pouvoir. Ce « *cavalier seul* », est considéré par certains comme contraire aux principes de fonctionnement adoptés de la mouvance Ravalomanana et par les trois mouvances. « *Ceux qui y participent le font en leur nom personnel et le Tim ne saurait être engagé dans les décisions qui y seront prises* », ont fait savoir les contestataires dans un communiqué.

Sortie de crise : des officiers montent au créneau. Conduits par le colonel Andrianjafy, ils se déclarent dans un communiqué préoccupés par la situation politique, considérée comme « complètement absurde et sans issue ». « Il nous faut un gouvernement neutre et fort : conditions indispensables à la tenue d'élections libres et sincères et au retour de la paix civile. Nous nous adressons à tous les officiers conscients de ces faits, afin qu'ils se réunissent le plus tôt possible pour trouver pacifiquement la sortie de crise. Arrêtons, au nom de l'intérêt supérieur de la Nation, de nous faire peur mutuellement avec des menaces. [...] Nous nous adressons aux forces vives de la Nation : société civile, partis politiques, citoyens et aussi à la communauté internationale. [...] Les plans de sortie de crise publiés par la HAT ne sont pas crédibles car ils changent continuellement : le temps n'est jamais respecté, les moyens sont totalement flous, et ce malgré les exigences du commandement militaire. [...] En attendant, la population vit dans l'absence de lois et de Constitution, dans l'isolement diplomatique, dans la corruption à grande échelle [...]. Nous ne sommes pas à l'abri d'une guerre civile fratricide, sociale et ethnique. Pour s'être exprimé publiquement sans autorisation, le colonel risque des sanctions sévères, selon le ministre des Forces armées, qui déclare : « Aujourd'hui, les hommes politiques se concertent pour trouver une solution. Il ne faut pas que l'opinion pense qu'une solution a été trouvée sous la pression des bruits de bottes. La crise doit se résoudre loin de toute pression militaire ».

« **Crise Malgache : Jean Ping, victime collatérale** » titre *Le Courrier*. « Le cas malgache a provoqué encore une fois des dégâts collatéraux à l'étranger après l'éviction des Joyandet, Rémi Maréchaux, etc. Une des principales victimes n'est autre que le président de la Commission de l'UA qui paie aujourd'hui les échecs répétés de la non-résolution de la crise politique à Madagascar. La majorité des pays membres de l'UA semble maintenant déterminée à sanctionner Jean Ping qui, en fait, incarne la Françafrique et a été considéré comme le plus clément envers le régime d'Andry Rajoelina (on se souvient de sa bourde et forçage avec le malien Dramé pour imposer un accord au Carlton en octobre 2010 en l'absence des chefs de file et en faveur d'Andry Rajoelina, influencé sans doute par Alain Joyandet et Robert Bourgi, présents à cette réunion du GIC, et par les autres membres de la loge maçonnique africaine et Malgache. Il a été un frein dans l'application des sanctions contre Madagascar. On comprend mieux la colère d'Ali Bongo envers Andry Rajoelina qui, pourtant, vient d'envoyer une mission ministérielle à Antananarivo pour s'enquérir de l' "expérience malgache" en matière de gouvernance minière. L'unilatéralisme d'Andry Rajoelina et ses multiples volte-face ont fini par convaincre Paris et ses "amis de la Françafrique" de le lâcher. Les pays de la Sadc ont fait d'abord porter le chapeau à Joyandet et son équipe, et maintenant c'est au tour de Jean Ping de trinquer devant l'assemblée générale de ses pairs africains ».

Pr. Raymond Ranjeva : pour un débat de fond sur la nature de l'Etat. Dans une interview au *Courrier*, il déclare notamment « On a jamais eu de débat politique de fond sur le genre ou la nature de l'Etat que l'on veut vraiment ». Raymond Ranjeva, agrégé de Droit, ancien juge à la CIJ, estime que l'absence de débat de fond est à l'origine de la grande instabilité observée depuis 50 ans. La pétrification et l'immobilisme politique observés sur la période puisent leurs sources dans l'histoire du pays. Concernant la crise politique, Raymond Ranjeva ne cache pas son pessimisme en comparant la situation actuelle (« absolument confuse intellectuellement ») en un spectacle de prestidigitation. « Je me demande si on tient vraiment à sortir de la crise », se demande-t-il. Il est clair, soutient-il, que pour en sortir, il faudra s'engager rapidement dans la voie des élections, mais de scrutins mal organisés seront sources de difficultés et de nouvelles crises. Des élections saines et crédibles ne pourront se tenir que dans une situation de paix civile. Dans cette optique, il estime que l'amnistie n'est pas une question insurmontable, s'il y a un débat clair et net prenant en compte ses dimensions politique et technique. Elle doit être envisagée d'une manière sereine.²

13 août : un accord politique dont l'importance est diversement appréciée. Révolution de palais en marche au sein du Tim, scission entre le parti et la mouvance.

Transition : les institutions seront recomposées. L'accord politique de sortie de crise, objet de la réunion politique du CCI d'Ivato a été bouclé et paraphé par les « chefs de file » des délégations participantes³. L'institution législative comportera deux Chambres. L'actuelle HAT sera érigée en

² Voir aussi blog Justmad, « articles remarquables » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/85/39/448497/56463782.pdf>

³ Cf blog Justmad, « articles remarquables » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/55/31/448497/56024874.pdf>

Chambre Haute mais sera élargie à d'autres sensibilités. Elle portera le nom de Congrès Supérieur de la Transition (CST), à l'image de la proposition issue des Accords de Maputo. Une Chambre Basse (Conseil National de la Transition - CNT) sera mise en place, dont les membres seront composés, outre ceux qui y seront désignés, d'anciens parlementaires, toutes tendances confondues. Concernant le gouvernement d'union nationale, le Premier ministre sera choisi sur une liste de personnalités proposées de manière concertée par les partis politiques. Il désignera conjointement avec le président de la HAT les membres du gouvernement, lesquels seront également choisis sur une liste de personnalités proposées par les partis. La composition actuelle de la CENI devrait être réexaminée et élargie. Le mandat de l'actuelle HCC prendra fin une fois qu'elle aura statué sur les résultats de la consultation référendaire (ce qui, pour certains, permet de nourrir des soupçons sur le comportement des juges constitutionnels lors de ce 1^{er} scrutin de sortie de crise). La mise en place du Comité National pour la Réconciliation (CNR) a été fortement recommandée mais n'a pas été concrétisée. L'amnistie sera laissée à l'appréciation de la prochaine « *Conférence nationale* ». Par contre, les mesures d'apaisement souhaitées (libération des détenus politiques, réouverture des médias censurés...) seront de la responsabilité des deux futures Chambres. La signature officielle de l'accord a eu lieu en présence de représentants de la communauté internationale, invités à constater l'aboutissement du processus malgache-malgache de sortie de crise. Selon le communiqué final, l'accord politique « *prend effet dès sa date de signature* ». Mais l'un des animateurs de la concertation tempère en affirmant que « *l'accord ne sera valable que lorsqu'il aura reçu l'aval de la « Conférence nationale* ». Le caractère définitif du texte final reste donc sujet à discussion.

La Gazette observe que l'accord prévoit à nouveau la mise en place d'une kyrielle d'institutions budgétivores. La course aux postes dorés démarre en trombe. Or, l'Etat, sevré des aides extérieures, n'a pas les moyens de gâter les heureux élus. Les candidats à la course aux postes dorés comptent, peut-être à tort, sur la reprise rapide des aides extérieures. La répartition des postes ministériels et institutionnels risque de rencontrer des problèmes dans les secteurs de l'Education, de la Santé, des Finances et du Budget, de la Défense... Les partis signataires de l'accord ainsi que leurs alliés vont se ruer sur ces ministères. Bien que l'organisation des élections soit confiée à une structure indépendante, cela n'empêchera pas des candidats de tenter de corrompre les fonctionnaires de ces ministères...

Société civile : la CNOSC prise en tenaille. La pression politique s'intensifie sur la Coordination, qui se trouve dans une situation délicate, malgré l'optimisme de ses membres. Les dirigeants politiques font pression pour imposer leur calendrier, en vue de l'organisation de la « *Conférence nationale* ». Ils considèrent que le calendrier n'est plus négociable.

L'éditorialiste de Tribune met en doute la représentativité des 83 partis politiques qui ont conclu l'accord avec la HAT⁴ : « *Le journaliste et le chroniqueur politique n'y voient qu'une kyrielle de formations dont l'essentiel ou l'essence de leur vie réside uniquement dans le récépissé qu'elles ont obtenu lors de la déclaration auprès du ministère de l'Intérieur. Sur les 83 formations présentes au CCI d'Ivato et qui ont débattu des affaires nationales, on ne recense au grand maximum que le tiers qui soient connues au niveau national ou du moins au niveau des ex-provinces. [...] Certaines ne sont que des formations familiales au sens large du terme ou à caractère ethnique ; elles étaient invisibles dans le paysage politique électoral. [...] Ce groupe hétéroclite sans grand éclat est dominé par d'innombrables micros partis avec lesquels un petit nombre de grandes formations partage à égalité, au nom de la démocratie, la voix et le crédit sur des sujets d'envergure nationale et internationale. On ne s'étonnera donc pas si les débats ont abouti à des revendications de places et de nouvelles dépenses en plus de celles occasionnées par les « *dinika santatra* » et autres « *raiamandreny mijoro* ».*

Le Tim a officiellement paraphé l'accord politique d'Ivato, au prix d'une scission au sein du parti et vis-à-vis de sa mouvance. Raharinaivo Andrianantoandro, fondateur du parti et symbole de l'aile modéré de la mouvance Ravalomanana, a été immédiatement contesté par les trois mouvances. Une soixantaine d'ex-parlementaires, des membres du bureau politique et des responsables régionaux de l'ex-parti au pouvoir avaient accordé un « *mandat officiel* » à Raharinaivo Andrianantoandro « *membre du bureau politique et porte-parole officiel, conformément au statut en vigueur, pour décider et signer tout accord engageant le parti Tiako i Madagasikara* ». La mouvance Ravalomanana connaît donc une scission, opposant désormais Raharinaivo Andrianantoandro et

⁴ Cf blog Justmad, « articles remarqués » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/93/09/448497/56025153.pdf>

Fetison Andrianirina. La situation embarrasse Marc Ravalomanana, même si Raharinaivo a toujours dit que son geste allait dans le sens de l'intérêt de l'ancien président. Elle le met dans une situation inconfortable, au moment où le régime de Transition lance l'estocade finale contre les mouvances des trois anciens présidents, et à la veille de la réunion de la Sadc qui doit examiner à nouveau le cas de Madagascar. 81 parlementaires dont 66 députés et 15 sénateurs seraient restés fidèles à Marc Ravalomanana. Une partie du Tim s'est déjà mué en Mamafisoa, association politique conduite par l'ancien sénateur, aujourd'hui ambassadeur à Genève, Rajemison Rakotomaharo. Une autre a déjà adhéré au parti Maman, dirigé par Yvette Sylla, épouse de feu Jacques Sylla qui avait rejoint avec un certain nombre de parlementaire le camp Rajoelina depuis la Place du 13-Mai. Les femmes « *légalistes* », conduites par Ihanta Randriamandranto, veulent elles aussi donner de la voix en proposant leur propre solution de sortie de crise, ce qui confirme que la mouvance est divisée en plusieurs courants et menacée d'implosion. La ligne de fracture se situe entre ceux qui veulent d'abord régler la crise, quitte à faire passer au second plan la situation de l'ex-président, et ceux qui posent comme préalable le retour de ce dernier.

Les trois mouvances à la recherche d'une parade à l'accord politique d'Ivato. Réagissant à l'accord d'Ivato, Emmanuel Rakotovahiny (pro-Zafy) a déclaré « *Il s'agit d'un acte unilatéral, qui n'a pas eu notre consentement. Il s'agit d'une fuite en avant du pouvoir de fait* ». « *Ceux qui se sont réunis à Ivato sont des proches du pouvoir, on peut noter les anciens ministres et les membres de la HAT. Il semble qu'il s'agit d'une réorganisation de la mouvance Rajoelina, et une occasion pour eux d'adopter une position uniforme* », a indiqué Ange Andrianarisoa (mouvance Ratsiraka). Les trois mouvances ont décidé d'une importante rencontre au Carlton le jour même de la signature officielle de l'accord d'Ivato. 600 personnes étaient présentes à cette journée de « *solidarité pour la sortie de crise* ». Objectif : proposer des améliorations aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, tout en prenant en considération les différents facteurs qui ont entravé leur application. Les résultats seront envoyés à la médiation internationale : « *Nous ne connaissons d'autres médiateurs que Joaquim Chissano* ». soutient un porte-parole. Les organisateurs exigent, entre autres et sans délais, des signaux forts comme la libération des détenus politiques. Ils sont parvenus cependant à échanger avec une délégation de l' « *Espace de concertation* », ce qui fait dire à L'Express que « *le mur de séparation semble tomber entre les dirigeants politiques. Les tentatives de rapprochement se multiplient ces derniers temps* ».

Les trois mouvances courtisées. Les adhérents à l'accord politique ont réaffirmé leur intention de rechercher une large inclusivité. Roland Ratsiraka a, ainsi, manifesté son optimisme : « *Aucune distinction n'est constatée entre l'accord politique d'Ivato et l'accord de Maputo. Seulement l'accord de Maputo avait été conclu entre les quatre mouvances tandis que l'accord politique [d'Ivato] est fait entre les partis* ». Mais pour l'instant les dirigeants des trois mouvances confirment leur attachement aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, dont dépend seule la reconnaissance internationale. Pour Fetison Rakoto Andrianirina, « *les adhérents à l'accord politique n'ont mis aucune vision nouvelle par rapport aux documents de Maputo et d'Addis-Abeba. Au contraire, ils ont oublié de mettre des dispositifs favorables à l'instauration d'un climat d'apaisement* », a-t-il avancé en rappelant, entre autres, l'accord intervenu alors sur d'indemnisation des victimes des événements de 2009.

14 août : l'accord politique d'Ivato, une étape du processus de sortie de crise qui requiert des clarifications, de nouvelles négociations, une validation par la « Conférence nationale » et l'aval de la communauté internationale.

Sortie de crise : l'accord a été signé par Andry Rajoelina. En plus des participants et du président de la HAT, la cérémonie de signature s'est déroulée en présence de nombreux invités. On notait la présence de représentants du Conseil militaire de défense nationale (CMDN), de la société civile (dont la CNOSC et les « *Raiamandreny mijoro* ») et des Eglises (dont le Ffkm représenté par son président, Mgr Ranarivelo de l'Eglise anglicane). Forte présence également d'anciens parlementaires Tim venus soutenir l'ancien député Tim Raharinaivo Andrianatoandro, à qui avait été confié le discours inaugural. Andry Rajoelina a tenu à préciser que l'accord mettait un terme définitif aux Accords de Maputo, d'Addis-Abeba et de Pretoria. Le président de la HAT réfute l'accusation d'avoir une nouvelle fois conclu des accords non consensuels : la plupart des partis ayant présenté des candidats aux élections présidentielles de 2006 les ont signés, a-t-il fait observer. Il affirme que la mise en œuvre du calendrier adopté peut s'effectuer sans d'aide extérieure, sur financement propre, et que les ressources pour ce faire sont déjà prévues.

Au final, ce sont 99 chefs de partis et association politiques qui ont adopté cet accord, qui reste ouvert « à tous les partis politiques, sans restriction », précise Andry Rajoelina, comme pour reconnaître que l'inclusivité n'est pas encore pleinement réalisée.

Une mise en œuvre de l'accord qui s'annonce malaisée. Subsistent encore de nombreuses incertitudes, et tout le monde s'accord sur la nécessité de clarifier et de préciser les règles du jeu. L'accord devra subir l'épreuve du feu, lorsque viendra le moment de discuter la répartition des postes au sein des différentes institutions. Les formations politiques signataires doivent se réunir prochainement pour désigner les personnalités à nommer aux fonctions de Premier ministre et de membres du gouvernement.

Accord signé : le dernier mot à la communauté internationale. Sobika écrit à ce sujet : « Comme prévu pour une fois, les accords paraphés par 99 partis politiques ont été contresignés par ces derniers, dont Raharinaivo Andrianantoandro du Tim et en son nom. Ces accords sont une base de discussion pour la future Conférence nationale, qui devrait être organisée conjointement par la société civile (laquelle ?) et les partis politiques signataires. La valeur de ces accords sera l'écho que lui donnera la communauté internationale dont la première réponse est prévue le 18 août par la Sadc. Comment va-t-elle accueillir celui-ci ? C'est du 50-50. Elle peut les réfuter pour la simple raison qu'ils n'ont pas la signature des 3 chefs file, or jusqu'à maintenant, ce sont ses seuls interlocuteurs officiels. Ces derniers, qui ont tenu une conférence au Carlton, ont par ailleurs rejeté ces accords tout en affirmant qu'ils ne permettront pas d'obtenir la reconnaissance internationale. Mais lors de son dernier passage, Joachim Chissano avait bien déclaré : « la solution, c'est à vous Malgaches qu'il faut la demander ». C'est en réponse à cette phrase que les partis politiques se sont réunis pour arriver à cet accord. Joachim Chissano pourra-t-il faire comme si cette initiative était inutile ? Il est possible qu'on s'achemine vers une résolution mixte car l'accord des partis politiques n'est pas si éloigné des Accords de Maputo. Certaines choses peuvent faire pencher la balance dans un camp comme dans l'autre : l'avis des ambassadeurs présents à Madagascar, l'avis d'une personnalité comme Raymond Ranjeva auront par ailleurs tout leur poids, et la volonté de créer un climat d'apaisement politique, qu'on soit trois mouvances ou partisan de l'accord signé. Si la communauté internationale donne le feu vert à la Conférence nationale, cela vaudra dire qu'elle accorde du crédit à cette initiative. Si au contraire, elle pose en préalable le respect des Accords de Maputo, alors cela vaudra dire un rejet de cette initiative. La balle est donc dans bien dans son camp ».

Midi écrit : « Il n'est pas besoin de signer et d'appliquer ce nouvel accord politique si la caution internationale n'est pas acquise car on ne trouvera pas les moyens de payer les 35 membres du gouvernement, les 300 membres du Parlement (Congrès et CST), les membres de la HCC et ceux de la CENI ».

Les exilés politiques et les détenus politiques réclament une transition inclusive. Le général Emile Tsaranazy, ministre des Travaux publics de Didier Ratsiraka, le Pr. Alain Tehindrazanarivelo, ancien secrétaire général du ministre Sydson (toujours en exil en France) en charge de l'Enseignement supérieur sous la présidence de Didier Ratsiraka, et l'ancien député Zahakely Boniface (détenu sous Didier Ratsiraka et inquiété politiquement sous Marc Ravalomanana), ont déploré le harcèlement qu'ils ont subi et surtout leur vie d'exil. Afin d'éviter que de telles tragédies ne se reproduisent, ils militent pour l'adoption du principe d'inclusivité et sa concrétisation dès cette nouvelle Transition.

Le professeur Raymond Ranjeva entre en scène et propose son « Vonjy Aina ».⁵ Contrairement à l'opinion répandue, il ne pense pas que les élections soient la meilleure solution permettant de résoudre de manière pérenne la crise qui perdure. « Les Malgaches ont une maladie et les élections ne sont pas les meilleurs médicaments. Ce n'est pas en votant pour une personne ou en usant des différentes technologies que l'on va résoudre les problèmes existant à Madagascar. C'est l'esprit en tant que Malgache qui est « malade » et doit être soigné ». Un climat politique apaisé, le retour au respect de l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme ou encore le respect d'une neutralité « active et positive » doivent être pris en compte dans la recherche de la sortie de crise. Pour Midi, « le Pr Raymond Ranjeva représente une force tranquille, une troisième voie. Son nom figure parmi ceux évoqués au sein de l'Espace et circule dans les hautes sphères politiques et diplomatiques [pour le poste de Premier ministre de la nouvelle Transition]. Mais, la question est de savoir si cet éminent

⁵ Cg blog Justmad, « articles remarquables » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/67/14/448497/56050039.pdf> et « Quel est le potentiel de Raymond Ranjeva » : <http://storage.canalblog.com/03/21/448497/56049984.pdf>

juriste, qui appelle à une transition forte et neutre, acceptera d'être le PM d'Andry Rajoelina et de diriger un gouvernement qui risque de ne pas obtenir la reconnaissance internationale ».

15 & 16 août : trois mouvances : « Non à l'accord d'Ivato ». Le nouveau défi lancé à la communauté internationale par Andry Rajoelina. La société civile dans la tourmente. Spéculations sur le prochain titulaire du poste de Premier ministre.

Sortie de crise : la société civile dans la tourmente. Les participants à la réunion d'Ivato et les trois mouvances ont choisi des voies différentes. Une divergence de vues qui pourrait mettre à mal l'association [la CNOSC] conclue entre l'Alliance et la Coalition. Les trois mouvances ont décidé de s'en remettre à la CNOSC. Elles se sont déclarées « disposées à poursuivre les dialogues et les négociations avec les forces vives dans le cadre d'une approche consensuelle, inclusive et démocratique ». Dans ce cadre, elles « reconnaissent en la Coopération des organisations de la société civile (CNOSC) le rôle de facilitateur dans le processus de consultation nationale, sous l'autorité du médiateur de la Sadc, le président Joachim Chissano, en vue d'obtenir la reconnaissance internationale ». Les résolutions prises à l'issue des deux jours de « Fiaraha-mientana » ont donc été remises aux responsables de la CNOSC présents à la cérémonie de clôture. Ce « clin d'œil » des trois mouvances intervient dans un contexte où une certaine distance semble s'être installée entre la CNOSC et le président de la HAT qui, visiblement, ne reconnaît que la Coalition des organisations de la société civile, qu'il avait contribué à faire naître. A l'ouverture de la réunion d'Ivato, Andry Rajoelina avait déclaré « Ce sont les membres de la Coalition des organisations de la société civile - nommés par ordonnance - et les Raiamandreny mijoro, qui décident des modalités d'organisation de la Conférence nationale ». « Quid donc de l'avenir du rapprochement entre la Coalition et l'Alliance après ces voies divergentes empruntées par les participants de la réunion d'Ivato qui ont accouché d'un accord et les trois mouvances qui comptent relancer la mise en œuvre des Accords de Maputo et pour qui ceux-ci constituent la seule voie de sortie de crise ? », s'interroge le quotidien Les Nouvelles.

Trois mouvances : « Non à l'accord d'Ivato ». Elles considèrent que celui-ci constitue « une tromperie, car il détourne de leur finalité les notions essentielles d'inclusivité et de consensualité et méprise la notion centrale de neutralité. [...] Nous sommes persuadés qu'un nouvel accord politique ne peut être trouvé entre les parties prenantes qu'au moins dans les mêmes formes que celui signé à Maputo », ont-elles souligné. Les résolutions du Carlton⁶ exigent la libération sans condition des détenus politiques, accompagnée d'autres mesures pour apaiser le climat ; entre autres, la cessation des « harcèlements et intimidations » et la liberté d'expression. Elles appellent encore une fois l'armée à observer et à consolider sa neutralité. Mais fait nouveau, elles reconnaissent un rôle de facilitateur à la CNOSC, sous l'autorité du médiateur de la Sadc, l'objectif principal étant l'obtention de la reconnaissance internationale. Tribune note que « tout comme au CCI d'Ivato, les « Tangalamena » et les tenants de la hiérarchie ou de l'autorité traditionnelle étaient présents » à ce rassemblement qui a connu une forte affluence.

Sévère jugement des politiques par le « Comité pour la sauvegarde de la refondation authentique de la Nation ». Dans un communiqué⁷ il déclare notamment qu'à l'issue des réunions qui se sont tenues au CCI d'Ivato et au Carlton, « les mêmes comportements préjudiciables pour le peuple sont continuellement cultivés par les politiciens. Les tenants du pouvoir s'accrochent farouchement à leur siège, tandis que ceux qui ne sont pas encore au pouvoir n'agissent que pour décrocher des sièges, et cela par tous les moyens. [...] L'élargissement de la structure des fonctions publiques ne fait qu'augmenter surabondamment les dépenses de l'Etat, au détriment du peuple. [...] L'accord politique de l'Espace de concertation ne diffère guère de l'Accord de Maputo et de l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba. Aussi, il ne s'agit pas d'élargir la place, mais le cas échéant, de la céder à d'autres qui veulent contribuer à la prise effective de responsabilité pour faire sortir réellement le peuple de la crise ».

Roland Ratsiraka croit en l'élimination des extrémistes de la classe politique. Interrogé par RFI à l'issue de la signature de l'accord politique, Roland Ratsiraka a affirmé que la classe politique va désormais combattre les extrémistes en son sein, coupables selon lui de destruction de la patrie. Il a

⁶ Cf blog Justmad « articles remarquables » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/81/42/448497/56115339.pdf>

⁷ Cf blog Justmad « articles remarquables » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/43/72/448497/56115186.pdf>

affirmé qu'une différence importante existe entre l'accord politique d'Ivato et l'Accord de Maputo : ce dernier a été élaboré et signé par 4 mouvances politiques, tandis que celui d'Ivato est le fruit des cogitations de 88 partis politiques. Le Tim de Marc Ravalomanana y est représenté dans sa majorité. Selon l'ancien maire de Toamasina, « *il y a une inclusivité parce que tous les protagonistes et tous les partis qui ont eu des élus sont là, tous ceux qui ont été bafoués par l'Accord de Maputo.* » Et de poursuivre : « *la communauté internationale attend la mise en œuvre de l'accord. Ensuite, elle est prête à accompagner le processus.* » Il s'agit de respecter l'engagement que cette année, on fasse au moins une élection. Roland Ratsiraka a par la suite fait état de sa visite aux trois mouvances réunies au Carlton. « *J'y ai fait un discours. Je les ai invités, dans l'esprit du Fihavanana, à venir assister à la signature de l'accord politique et ils m'ont hué !* »

« **Crise : le débat change de nature** » écrit **Sobika**. « *Après plus de 18 mois de crise, le débat change de nature. Auparavant, c'était une question de personnes : pour faire simple, on soutenait Rajoelina ou on soutenait Ravalomanana. Le temps a fait son œuvre et désormais on ne se préoccupe plus de savoir si telle décision va soutenir tel ou tel protagoniste, mais si elle va permettre une sortie de crise. Aujourd'hui, le débat porte sur le processus : faut-il accepter celui signé par les partis politiques et Andry Rajoelina ou faut-il rester dans l'attente de l'application des Accords de Maputo, eux aussi signés par Andry Rajoelina ? Cette question dépasse les clivages traditionnels parce que les Malgaches, qu'ils soient légalistes, hatistes, majorité silencieuse...ont tous un point commun : ils veulent sortir le plus vite possible de cette crise, de cette transition et de cette période de non-droit. La division se fait donc dorénavant entre ceux qui veulent le processus malgachomalgache, celui proposé par la plateforme politique et adoubé par Andry Rajoelina, le processus le plus neutre (celui qui sera proposé par la CNOSC ou celui de Raymond Ranjeva, mais qui manque de soutiens), et le processus le plus légaliste mais aussi le plus difficile à mettre en place (celui proposé par les trois mouvances, à savoir les accords internationaux de Maputo et Addis-Abeba) ».*

« **Sortie de la Transition : Qui va être le Premier ministre ?** », titre **la Gazette**. « *La course à la primature tarde à se décanter. Pour l'instant, seul Raymond Ranjeva affiche ouvertement son souhait de briguer ce poste dont beaucoup de candidats non déclarés rêvent en silence. [...] Quoi qu'on dise, l'actuel locataire de Mahazoarivo, Camille Vital, tient toujours la corde. [...] Il est un point, dans cette compétition, qu'on ne peut négliger : un chef d'Etat d'origine merina ne devrait pas normalement nommer un Premier ministre issu des Hauts Plateaux. Marc Ravalomanana en a fait les frais, en désignant Charles Rabemananjara à la tête du gouvernement. Idem pour Zafy Albert qui a désigné Emmanuel Rakotovahiny et Francisque Ravony (des Côtiers) comme Premiers ministres. MM. Zafy et Ravalomanana devaient alors connaître le même sort... Out !* »

Avis de **Madagate**, site pro-TGV sur une possible candidature Ranjeva : « *Raymond Ranjeva, roi de la rhétorique. A 68 ans, il veut se faire une jeunesse (politique) dans un pays où il n'a jamais longtemps vécu depuis 1992* ».

Le Monima a-t-il rallié les trois mouvances ? Très critique vis-à-vis du régime après l'éviction de Monja Roindefo de la primature de la Transition, le parti a toujours refusé son alignement sur les trois mouvances, qui se revendiquent toujours membres à part entière du pouvoir par la vertu des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. Le Monima, quant à lui, se réclame ouvertement de l'opposition en critiquant les dérives du régime. En notant la présence de Gabriel Rabearimanana au Carlton, les observateurs se demandent si le Monima a rejoint les mouvances des 3 anciens présidents. En effet, on n'a pas manqué de relever l'absence du Monima au CCI d'Ivato alors qu'il figure parmi les premiers partis politiques à former l'« *Espace de concertation* » dont le siège se trouve à Ambohidahy.

Général Noël Rakotonandrasana : pour un Premier ministre apolitique. L'ex-ministre de la Défense et membre des « *Raiamandreny Mijoro* », estime que ce serait nécessaire « *pour dissiper les doutes [sur la neutralité]* ». Il estime également que ce PM doit se montrer ferme et instaurer la discipline au sein de son équipe. Il a toutefois ajouté que le chef du gouvernement ne doit pas être forcément un militaire mais peut être aussi un civil possédant ces qualités. Et d'ajouter que la neutralité devrait être visible dans les actions des hauts responsables. Quant à l'action de la Coordination des OSC (CNOSC), le général craint qu'elle ne retarde le processus car la COSC, l'une de ses composantes, avait déjà entamé les travaux dans les « *dinika santatra* ». « *La CNOSC ne devrait pas casser l'élan mais faire des propositions pour renforcer celles de la COSC* », a-t-il déclaré.

Andry Rajoelina : un nouveau défi à la communauté internationale. *Le Courrier* écrit : « *Au lendemain de la signature de l'accord politique d'Ivato qui a entériné sa présidence de la Transition,*

Andry Rajoelina défie à nouveau la communauté internationale. [...] Il s'est félicité du fait qu'il n'a plus été nécessaire de se rendre à l'extérieur pour trouver un remède à la crise. La HAT est morte, vive la nouvelle Transition dirigée par Andry Rajoelina, une transition qui sera dotée d'autres institutions (entre autres deux chambres parlementaires) auxquelles seront intégrés les représentants des partis et formations signataires de l'accord. Cette transition règlera également à sa manière les questions relatives à la réconciliation nationale, l'amnistie et le cheminement vers la IVe République. Andry Rajoelina a laissé comprendre que désormais l'accord politique du 13 août est à la base de tout et que la communauté internationale doit le prendre en considération ».

17 août : les membres de l'« Espace de concertation politique » (Escopol) tentent d'élargir les bases de leur mouvement. Le CNOSC demande l'appui des Forces armées au processus de sortie de crise. . La communauté internationale fait preuve d'un relatif optimisme.

Contacts engagés par les membres de l'« Espace de concertation politique » (Escopol) avec certains courants de la mouvance Zafy. Apparemment peu sensible aux critiques et aux comportements des trois mouvances, ils poursuivent leur campagne de persuasion auprès des groupes restés à l'écart. Des contacts ont été noués également avec des membres du comité directeur de l'Arema. L'Escopol aurait des contacts réguliers avec la Sadc, dont le Sommet vient de s'ouvrir en Namibie. On s'attend à ce que l'organisation encourage la poursuite du dialogue initié par la société civile et qui semble avoir débouché sur quelques avancées. La communauté internationale ferait preuve d'un relatif optimisme. L'ouverture d'un bureau de liaison de la Sadc à Antananarivo a été évoquée à l'occasion de l'examen du dossier Madagascar au Sommet de l'organisation, et ce, afin de pouvoir suivre de près l'évolution de la situation.

Ministère des Forces armées : visite du CNOSC. La délégation de la Coordination a remis au ministre une copie de l'accord politique du 13 août et a effectué une présentation de sa mission. Elle a demandé l'appui des Forces armées au processus de sortie de crise. A l'issue de la rencontre, le ministre a précisé les bases de son appui au processus : la neutralité et la préservation des biens et des personnes. Le ministre a encouragé la CNOSC dans son effort de rapprochement avec tous les partis politiques, afin de trouver une solution dans un contexte malgacho-malgache et dans un cadre apaisé.

Nomination d'un nouveau Premier ministre : pour Roland Ratsiraka, « pas de personnalité qui a déjà fait partie du pouvoir ». Le n°1 du MTS, membre de l'Escopol, écarte l'idée d'un Premier ministre proche du pouvoir ou qui aurait déjà occupé des fonctions au sein du gouvernement, sans pour autant écarter l'idée de maintenir Camille Vital à son poste. En ce qui concerne les autres institutions – le Conseil Supérieur de la Transition (CST) et l'Assemblée nationale – Roland Ratsiraka pense qu'elles devraient être mises en place avant la « Conférence nationale ». Il estime qu'il est impératif que la HAT s'élargisse. « *Moi-même, je suis vice-président de la HAT et je risque de perdre ma place. Mais ce n'est pas grave car c'est l'intérêt supérieur de la Nation qui prime* », a-t-il affirmé. « *Cette ouverture est très importante pour que la perception de la communauté internationale change. Andry Rajoelina n'a pu intervenir à l'assemblée générale de l'ONU, des ministres se sont vus refuser leurs visas. Cela ne peut plus durer, il faut être raisonnable* », considère-t-il.

Trois tendances parmi les participants de la réunion politique du CCI : il y a ceux qui prônent la nomination d'un militaire, sinon le maintien de l'actuel Premier ministre, le général Vital. La deuxième propose la nomination d'un véritable politique (une personnalité issue des participants de la réunion d'Ivato), qui dirigerait un gouvernement d'union nationale. Mais qui serait la mieux placée pour faire l'affaire ? Enfin, la troisième tendance milite pour la désignation d'un technocrate politiquement neutre et qui bénéficierait d'entrées auprès des instances internationales. Solution défendu par le Pr. Raymond Ranjeva mais nombre de partis politiques de l'Escopol trouvent que ce gouvernement de technocrates ne peut être mis en place tant qu'Andry Rajoelina reste président de la Transition.

18 août : la Sadc soutient le processus malgacho-malgache initié par les accords d'Ivato. Les raisons d'espérer se confirment. Les électeurs convoqués le 17 novembre pour le référendum constitutionnel.

Le premier scrutin qui marquera le basculement vers une nouvelle République se tiendra le 17 novembre. La convocation des électeurs a été confirmée par décret. La date avancée par les partis qui ont pris part à la réunion d'Ivato est donc retenue. La population sera appelée à choisir par référendum l'une des Constitutions retenues par la « Conférence nationale » qui devrait se tenir du 30

août au 3 septembre. La suite du calendrier, s'il est confirmé, positionnerait les législatives le 16 mars et la présidentielle le 4 mai 2011 mais la « *Conférence nationale* » devrait entériner ces dates en dernier ressort. « *Il reste à espérer que cette fois sera la bonne, au regard de toutes les échéances électorales précédemment annoncées et qui se sont toutes soldées par un report* », écrit *Les Nouvelles*. Pour *Tribune*, la date arrêtée « *risque de susciter la polémique, dans la mesure où aucune certitude n'existe quant à la conclusion dans les délais d'un accord sur les textes à soumettre aux voix* ». La date retenue pour le référendum constitutionnel ne respecte d'ailleurs pas les termes d'une ordonnance relative au Code électoral prise par la HAT en mars, selon laquelle « *le scrutin doit se tenir durant la saison sèche, entre le 30 avril et le 30 octobre, sauf cas de force majeure prononcé par la juridiction compétente, sur saisine de la CENI ou ses démembrements au niveau territorial, selon la catégorie d'élection* ».

Zaza Ramandimbarison, directeur de cabinet de la présidence, exhorte, dans une lettre ouverte, Didier Ratsiraka et Albert Zafy à collaborer avec la transition « *au nom de l'intérêt supérieur de la Nation* ». Fetison Rakoto Andrianirina dénonce « *une démarche visant à isoler Marc Ravalomanana et à l'écartier du processus* »⁸. La lettre ouverte aurait été très mal perçue par les membres de l'Escopol qui accusent la Présidence de vouloir les prendre de vitesse dans les actions d'approche des trois mouvances. Le fait de ne pas avoir adressé cette missive à Marc Ravalomanana, principal adversaire d'Andry Rajoelina, est considéré par *Le Courrier* comme une grave erreur.

Jean-Louis Rakotoambo (mouvance Ravalomanana) - L'accord d'Ivato : « Des gesticulations politiques au ras du sol ». « *L'accord politique d'Ivato n'est qu'une réorganisation de la mouvance Rajoelina. A y voir plus clair, les signataires de cet accord ne sont autres que ceux de l'Accord de Panorama (ndlr : des formations et groupuscules pro-HAT) auxquels s'ajoutent quelques transfuges du Tim. Il s'agit en fait d'un "Espace de Concertation et de Réorganisation Politique de la Mouvance d'Andry Rajoelina (Escropolar)". Par le biais de cette structure, le camp Rajoelina entend peser lourd sur la table de négociations* ».

Les raisons d'espérer de Tribune⁹ : « *L'heure est désormais aux conférences et aux comités, alors que le mot « crise » évoque un phénomène aigu ; s'il n'est peut-être pas encore temps d'abandonner l'usage de ce mot, une nouvelle étape a clairement été franchie ces derniers jours. La convergence progressive des termes utilisés par les protagonistes est un signe révélateur. Si on compare les accords de Maputo et l'accord politique signé à Ivato, on relèvera un certain nombre de principes communs et de solutions semblables. Un véritable phénomène de coalescence voit le jour. Mais certains demanderont : pourquoi être optimiste maintenant après des mois de hauts et surtout de bas peu convaincants ?* »

Le Ministre des Télécoms limogé pour insubordination hiérarchique. « *Une décision qui rappelle étrangement ce qui se passait sous Marc Ravalomanana* », écrit Sobika. « *Plus aucun ministre n'était alors capable de prendre une initiative au sein de son ministère, conduisant à un immobilisme et à une concentration des pouvoirs au sein de la présidence* ». Le benjamin du gouvernement, récemment nommé, a été démis de ses fonctions pour avoir voulu régler un dossier en souffrance sans en référer au gouvernement et au président de la Transition. L'intéressé réplique : « *Cela fait deux mois et demi que j'ai demandé des explications sur le motif de l'interdiction du nouvel opérateur en téléphonie mobile Madamobil d'opérer, auprès du Premier ministre et du président de la HAT mais sans réponse* ». Il exige un strict respect de l'Etat de droit dans ce secteur, alors que le pouvoir continue de s'opposer à la décision de justice autorisant Madamobil d'opérer en tant qu'opérateur en téléphonie mobile et en Internet. Le ministre avait trouvé que la non-délivrance de licence d'exploitation à un 4^{ème} opérateur, Madamobil/Life, n'avait pas de fondement légal. Iharizaka Rahaingoson déclare être placé sous contrôle de l'Inspection Générale d'Etat et avoir été convoqué par le Bianco pour ses activités depuis 2009. Pour *Tribune*, « *on ne peut empêcher les esprits de penser à des opérations d'intimidation et de vengeance contre un individu qui se présente comme une forte tête* ». Monja Roindefo, l'ancien Premier ministre de la HAT tient à féliciter Iharizaka Rahaingoson. Il « *salue le geste du jeune ministre qui a eu le courage et l'honnêteté de démissionner par souci de bonne gouvernance* ». *Le Courrier* s'interroge : « *Limogé pour insubordination ou pour avoir brisé l' "Omerta" sur les magouilles en haut lieu ? Les commentaires vont bon train quant à la*

⁸ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/35/26/448497/56167546.pdf>

⁹ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/60/47/448497/56167152.pdf>

sortie médiatique du jeune ministre». Certains observateurs dénoncent une forme d'intimidation et crient au « *déjà vu* ». En effet, c'était une habitude sous le régime Ravalomanana d'envoyer le Bianco chez des proches qui tentaient de résister. Le projet d'agence de télécommunications Gateway fait probablement partie du contentieux entre le ministre et l'équipe gouvernementale. Il consiste à accorder à une société sise dans un paradis fiscal (Iles Vierges) la gestion des appels téléphoniques à l'international. Gateway collecterait les recettes des appels entrants et s'approprierait en quelque sorte les recettes des appels sortants, tout en réclamant à l'Etat des mensualités de l'ordre de 200 millions de dollars.

La Gazette note : « *l'homme est considéré, aujourd'hui, comme un martyr, ce qui augmente davantage sa cote auprès de l'opinion. Au cas où M. Rahaingoson saurait exploiter son " licenciement ", son avenir politique est assuré. À Madagascar, ceux qui sont persécutés sont régulièrement portés au pinacle...* » [Allusion aux « persécutions » subies par Andry Rajoelina de la part de Marc Ravalomanana lorsqu'il était maire d'Antananarivo].

Offensive gouvernementale tous azimuts pour faire connaître l'accord politique malgacho-malgache auprès de la communauté internationale. *Mada.pro* révèle que bien qu'interdit de voyage à la suite des sanctions de l'UA et de la Sadc, Hyppolite Ramaroson, ministre des Affaires étrangères, s'est rendu à Paris, Bruxelles, New-York et Addis-Abeba. Ces déplacements interviennent après la signature au CCI d'Ivato de l'accord politique malgacho-malgache. Des copies de cet accord ont-elles été remises « *en mains propres* » par le chef de la diplomatie à ses interlocuteurs étrangers. Selon le ministère des Affaires étrangères, il s'est entretenu à New-York avec plusieurs hautes personnalités onusiennes, entre autres le président de l'Assemblée générale et le secrétaire général adjoint de l'ONU, chargé des affaires africaines. Parlant du séjour à Addis-Abeba, *Actumada* écrit : « *on suppose que le séjour du ministre des Affaires étrangères dans la capitale éthiopienne, siège de l'UA, après New-York, entre toujours dans le cadre d'un lobbying en faveur de cet accord politique qui a pu obtenir l'adhésion d'un maximum de partis politiques, dans « une démarche d'inclusivité incontestable, tant en quantité qu'en qualité » pour reprendre les termes de Raharinaivo Andrianantoandro, désormais leader du parti Tim qui a coupé les ponts avec l'ex-président lors de la cérémonie de signature de cet accord* ».

La Sadc soutient un dialogue malgacho-malgache. Le Sommet des chefs d'État qui s'est conclu le 17 août en Namibie déclare dans son communiqué final : « *Le Sommet soutient un nouveau processus qui conduira à un consensus inclusif, transparent et crédible du dialogue inter-malgache. Le Sommet a approuvé que la Sadc, l'UA et la communauté internationale au sens large devraient apporter leur soutien politique et technique au processus de dialogue malgacho-malgache. En outre, ils devraient insister sur la nécessité que le processus respecte les principes clés de neutralité, consensualité et inclusivité* ». Il est également indiqué que le médiateur de la Sadc devrait continuer à suivre de près la situation, se tenir à la disposition des malgaches et en fonction des besoins proposer son support et sa facilitation, et rendre compte régulièrement à la Sadc et à l'UA de l'évolution de la situation.

19 août : Marc Ravalomanana se dit satisfait des résolutions adoptées par la Sadc, qui maintient ses sanctions mais dont les attermoissements vaudraient reconnaissance implicite du pouvoir de Transition. Mais les questions de « gouvernance » ne risquent-elles pas d'hypothéquer les avancées et de prolonger l'attentisme des partenaires extérieurs ?

Marc Ravalomanana se déclare satisfait des positions de la Sadc. S'exprimant par téléphone devant ses partisans réunis au Magro, il a réaffirmé qu'il continue de travailler intensivement avec les responsables de la Sadc et de la communauté internationale ; à ce titre, il s'est dit heureux de constater que les résolutions du Sommet des chefs d'État reflètent ses points de vue et se félicite de l'ouverture prochaine d'un bureau de liaison de la Sadc à Madagascar. Il se réjouit que les résolutions demandent une prise en compte de tous. Il y aura donc dialogue, mais accompagné du maintien des sanctions de la Sadc jusqu'à des élections. Marc Ravalomanana a par ailleurs déclaré qu'il avait également discuté avec les responsables de la Sadc d'une meilleure intégration de Madagascar à cette communauté économique. Pour *Le Courrier*, Marc Ravalomanana se serait résigné à l'abandon de l'option militaire. « *J'ai fait tout ce que j'ai pu* », a-t-il dit à ses partisans réunis au Magro.

Maurice très impliqué dans les initiatives de la Sadc. Le Premier ministre mauricien a déclaré lors de la clôture du Sommet : « *Il nous faut tout faire pour éviter des complications dans le processus menant à un retour à la normale de la situation et encourager un dialogue constructif entre les*

partenaires ». A cet effet, Navin Ramgoolam a proposé que les locaux de l'ambassade de Maurice à Antananarivo soient utilisés par la Sadc jusqu'au retour à une situation apaisée. Il a invité la Coordination à venir discuter dans l'île sœur. « *Nous suivons de près la situation et nous avons joint nos efforts avec les pays membres de la Sadc pour demander à ce qu'il n'y ait pas de sanctions économiques contre Madagascar* », a-t-il indiqué. Le gouvernement mauricien a nommé un expert légal de la Sadc dans l'équipe de médiation et le chef de l'opposition mauricienne, Paul Béranger, s'est déclaré en faveur d'une médiation politique, à Maurice.

« La Sadc fait profil bas », selon La Gazette qui écrit : « *celle-ci paraît, à bien des égards, divisée sur le cas de Madagascar. Ce qui signifie que la Sadc, qui avait menacé d'envoyer une armée dans l'île, se trouve aujourd'hui subitement désarmée. Des membres de cette communauté n'ont pas suivi, à l'image de l'île Maurice, le mot d'ordre des présidents dictateurs de cette Afrique australe. Un tel atterroisement joue en faveur de notre pays, car il est synonyme de reconnaissance de fait de la HAT. Qui ne dit mot consent... Néanmoins, ce qui est bizarre, c'est que la Sadc dans un communiqué indique « le maintien des sanctions imposées à Madagascar ». Ah ces Africains ! Il est temps, pour nous, de quitter cette communauté de développement de l'Afrique australe. Mais Joaquim Chissano, lors d'une interview sur RFI, s'est montré très soft, compréhensif, à l'égard de la HAT. Ce qui est bon signe. Aux dirigeants de la HAT, donc, de transformer cette position plutôt ambiguë, c'est le moins qu'on puisse dire, de la Sadc, en succès diplomatique et politique.[...] Cependant, privé, dans son entourage, de femmes et d'hommes compétents, Andry Rajoelina doit faire avec les moyens du bord. Au risque de bredouiller, voire dérapier, quant à la suite des événements. [...] L'essentiel, aujourd'hui, est de faire pression sur l'UE, l'ONU et l'UA dans le dessein de desserrer l'étau sur Madagascar. Ce n'est plus la Sadc qui va désormais nous priver des fonds nécessaires pour le développement. Les bailleurs occidentaux ne sont pas dupes ou naïfs : Madagascar demeure une pièce maîtresse tant sur le plan économique que géopolitique... Si des Etats africains sont contre nous, l'île aura toujours des amis ailleurs. Des amis sûrs. Aussi, croit-on savoir que des aides vont affluer d'ici peu. En premier lieu, venant de France. La promesse de la HAT de respecter le calendrier des élections a rassuré nos partenaires financiers. Toutefois, la Banque mondiale et le FMI voudraient des interlocuteurs compétents, fiables, avant d'entamer de nouvelles négociations. Est-ce à dire que ces institutions financières n'ont pas confiance, entre autres, en l'actuel ministre des Finances et du Budget ? En fait, les membres du staff de ce dernier sont partout décriés, comme étant des magouilleurs, des affairistes. Vrai ou faux ? [...] Andry Rajoelina a le devoir de revoir sa copie. La sortie de crise ne se limite pas à une éventuelle reconnaissance internationale, mais à la qualité de ceux qui l'entourent, de près ou de loin. Les bailleurs de fonds sont vigilants sur ce point ».*

« Dinika santatra » : toujours pas de synthèses, déplore Midi. Et ce, bien que le Pasteur Ramino Paul, président du comité d'organisation, ait annoncé lors de la cérémonie de clôture que « *les synthèses seront connues au plus tard dans dix jours* ». Or les propositions recueillies au cours de ces dialogues préliminaires devraient constituer un document de base pour la « *Conférence nationale* ».

Plateforme de la Société civile : vers un réaménagement de la CNOSC, selon La Vérité qui écrit : « *Le contrat de partenariat, signé le 20 juillet, entre l'Alliance des OSC, le Kmf /Cnoe et la Coalition des OSC pour l'institution de la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile (CNOSC), risque d'être modifié. Une partie des membres de la Coalition a critiqué non seulement sa composition mais aussi le mémorandum ainsi que le calendrier établi. Les deux parties ont engagé un dialogue. La composition de la CNOSC serait élargie avec l'entrée des autres organisations fondatrices. Comment peut-on ignorer une association ayant une envergure nationale telle que « Justice et paix » ? Alors qu'elle faisait partie des associations fondatrices de la Coalition. Le numéro un de cette association, le Père Alain Thierry, avait qualifié la signature de ce contrat de partenariat de « trahison ».* La CNOSC propose un projet de calendrier de refondation de la République jugé plus réaliste que celui du pouvoir, avec un référendum constitutionnel reporté en janvier 2011.

« Madagascar a un présent mais toujours pas d'avenir » titre Sobika. « *Madagascar ne se construit pas d'avenir à force de reconstruire son présent. Face aux crises cycliques qui secouent le pays, il est impossible de mener des projets sur plusieurs années, d'établir une politique de développement. [...] Tout se fait au jour le jour : de la vie des malgaches au quotidien jusqu'à la vie politique en général. On improvise sans arrêt, on prend des décisions à la hâte, on vit au présent. Les malgaches s'en sortent ainsi, ce qui paraît donner un semblant de vie normale au quotidien, mais en fait le stress existe bel et bien dans les familles. Il vient surtout du fait qu'on ne peut rien prévoir pour*

sa vie privée, sociale et professionnelle. La crise actuelle avec tous les doutes qu'elle impose, remet en cause la notion de projection dans le futur alors que c'est cette projection dans le futur est le moteur de la confiance. [...] Faire une IVème République est-ce un plan d'avenir palpable ? Ca ne veut rien dire de "passer à la IVème République" surtout quand on ne sait même pas de quoi elle sera faite. Un projet d'avenir c'est savoir être concret dans ses objectifs », en matière de taux de scolarisation, d'emploi, de salaire... »

19 & 20 août : les contacts se poursuivent entre la HAT, la CNOSC et les « Raiamandreny mijoro » et devraient s'élargir aux trois mouvances. La mouvance Ravalomanana assouplit sa position. La communauté internationale reste prudente. L'ambassadeur de France encourage la poursuite des concertations et l'élargissement des accords.

Sortie de crise : un nouvel accord dans l'air ? Une rencontre entre Andry Rajoelina, les « Raiamandreny mijoro » et la CNOSC a eu lieu au palais d'Ambohitsorohitra. La prochaine discussion entre les trois parties semble aller dans le sens d'un nouvel accord. Les « Raiamandreny mijoro » ainsi que la CNOSC prévoient de réunir dans les prochains jours les trois mouvances ainsi que les membres de l'Escopol. Cette réunion permettrait de discuter de l'application des dispositions de l'accord d'Ivato. Très certainement, les trois mouvances refuseront d'appliquer les clauses de cette convention et exigeront que les résolutions du Carlton soient prises en compte. Elles se rapportent, entre autres, à la tenue d'une réconciliation nationale et l'organisation de la « Conférence nationale » basée sur l'application des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, sous l'égide de Joaquim Chissano. La « Conférence nationale » devant se réunir du 30 août au 3 septembre, cette initiative permettrait aux trois mouvances et à l'Espace de trouver un terrain d'entente. Le consensus et l'inclusivité, critères très importants pour l'organisation de la « Conférence nationale », ne seront probablement trouvés que par la fusion des deux propositions. Dans ce cas, un nouvel accord, fruit de cette fusion, serait avancé lors de la « Conférence nationale ». Néanmoins, les idées recueillies au niveau des districts au cours du « Dinika santatra » ne pourront pas être négligées. Le rejet de ces propositions pourrait faire l'objet de contestation et surtout de non-reconnaissance par la communauté internationale des résolutions prises à l'issue de la « Conférence nationale ».

Parlement de la Transition : on commence à consulter les CV. Les membres de l'Escopol ont commencé à recenser les formations qui désirent présenter des candidats au sein des deux Chambres du Parlement de la Transition. Il est demandé à tous les intéressés de faire parvenir leur CV. Les consultations avec les autres tendances et sensibilités non signataires de l'accord d'Ivato se poursuivent. Par ailleurs, le président de la Transition aurait reçu de l'Escopol 7 propositions de noms pour la candidature à la tête de la Primature.

« Rebranding » de la mouvance Ravalomanana : l'Alliance Démocratique devient UDemPro. Les 5 partis Tim, MFM, Teza, AMF3FM et Madagasikara Firaisankina, appartenant à la mouvance et réunis au sein de l'Alliance Démocratique ont décidé de donner un nouveau nom (anglophone, une première pour une association politique malgache) à leur regroupement : l'Union for Democratic Process (UDemPro). Ils confirment vouloir concilier attachement aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba et esprit d'ouverture, en soulignant que ces accords ne forment pas un ensemble fermé mais s'inscrivent dans un processus. Pour Sobika, ce changement d'appellation « est aussi un clin d'œil à la France tout comme à la Sadc. Un message qui en gros veut dire " on tourne la page de la Franç(afrique), à commencer par l'utilisation de la langue dans notre discours". Au Rwanda, le français a complètement disparu, l'anglais étant devenu la langue officielle et celle de l'enseignement ».

Communauté internationale : prudence avérée face à la crise, note *Les Nouvelles*. Bien que tout le monde semble s'accorder sur l'opportunité de soutenir un processus malgacho-malgache, plusieurs questions restent en suspens. Visiblement, la CI peine à trancher dans le vif et à afficher une position claire. La Sadc semble vouloir appuyer le processus malgacho-malgache initié depuis Iavoloha, puis à Ivato. Par contre, elle a décidé le maintien des sanctions jusqu'au « retour de l'ordre constitutionnel ». Un retour que recherche désormais ouvertement le pouvoir, ce qui est nouveau mais rendu nécessaire par l'impact croissant de la suspension des aides des bailleurs de fonds (la Loi de Finances rectificative devrait amputer le budget des ministères et institutions de 47%). La mouvance Ravalomanana, qui ne jurait jusqu'à présent que par les Accords de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, vient de se prononcer en faveur d'une solution malgacho-malgache qui s'alignerait sur les esprits desdits accords. En tout état de cause, il reste à s'entendre sur les notions de neutralité, de

consensus et d'inclusivité dont tout le monde se prévaut. Dans ce cadre, la méthodologie est aussi à définir, notamment sur le fait d'adopter une approche par mouvances ou par partis. Car jusqu'à maintenant, les trois mouvances n'ont pas officiellement accepté d'adhérer à l'accord d'Ivato ou de participer à la « *Conférence nationale* ». L'installation d'un bureau de liaison de la Sadc pourrait sérieusement relancer le processus de sortie de crise, une fois que toutes les questions en suspens seront résolues et mettre un coup d'arrêt à toute intention, d'où qu'elle provienne, de nuire à sa bonne marche.

Jean-Marc Châtaigner : « *L'accord d'Ivato ne constitue pas une phase finale des négociations* »¹⁰. L'ambassadeur de France estime que des concertations doivent être encore conduites à travers la CNOSC car « *cet accord politique n'est pas vraiment dans la bonne direction parce qu'il clarifie peu les choses. [...] Pour la France, il faudrait trois conditions qui doivent permettre la reconnaissance d'une transition : la constitution d'un gouvernement d'union nationale ouvert à tous, une conférence nationale souveraine et la fixation d'un calendrier électoral crédible* ». S'agissant de la confirmation des sanctions prises par la Sadc, il précise : « *Les sanctions ont été prises à titre individuel et ne sont donc pas applicables en Europe. Il s'agit d'une décision régionale. Pour que les sanctions puissent être soutenues par la communauté internationale, elles doivent être approuvées par tous les pays. Il faut, par ailleurs, prendre en considération la position de la COI. Néanmoins, nous tenons à faire remarquer que la France se réjouit des décisions prises par Joaquim Chissano d'envoyer un envoyé spécial à Madagascar* ».

Situation politique : la FES observe. « *En tant que fondation politique œuvrant pour la promotion de la démocratie, la Friedrich Ebert Stiftung (FES) ne voudrait pas être en reste par rapport à ces développements, qu'elle espère aller dans le sens de la résolution de la crise actuelle, et surtout pour une consolidation réelle de la démocratie* ». Ces propos sont du nouveau représentant résidant de la FES à Madagascar, Constantin Grund.

21 au 23 août : dans l'attente de la désignation du nouveau Premier ministre et des présidents des 2 organes de la nouvelle Transition. Les trois mouvances confirment leur opposition à l'accord politique d'Ivato, qui, pour Monja Roindefo, ne représente pas encore l'inclusivité.

Six noms pour un Premier ministre. Les partis politiques de l'Escopol, en accord avec la CNOSC, ont remis à Andry Rajoelina leur liste de candidats, comme le prévoit l'accord de sortie de crise du 13 août. « *Cette liste a été longuement discutée, mais elle peut être encore évolutive* », a souligné Ando Parson, l'un des responsables de la fraction du Tim qui a rallié les signataires de l'accord. L'actuel Premier ministre Camille Vital ne figure pas dans cette liste (l'UDR, groupement des partis et organisations pro-Andry Rajoelina, ne l'a pas proposé). Depuis le 13 août, d'autres formations ont paraphé le document et ce sont maintenant quelque 160 partis qui en sont signataires. L'accord prévoit que tous les partis signataires seront représentés au sein du « *Congrès de la Transition* », mais en revanche aucune règle n'a encore été adoptée concernant le partage des ministères du futur gouvernement entre les différentes formations. Raharinaivo Andrianantoandro, du Tim, est proposé à l'unanimité par les membres de l'Escopol pour être à la tête du Congrès Supérieur de la Transition¹¹.

Pour La Gazette, Alain Andriamiseza est en « pôle position ». Andry Rajoelina l'avait déjà choisi pour le gouvernement d'union nationale stipulé par les Accords de Maputo. Son seul handicap : être lui aussi d'ethnie merina, comme le président de la HAT. Le quotidien note que Raymond Ranjeva, merina lui aussi, ne sera pas le successeur de l'actuel locataire de Mahazoarivo. Lui non plus ne figure dans la liste, malgré sa stature internationale et ses « *offres de service* ».

Alain Andriamiseza : « *La crise doit se terminer en septembre* ». L'ancien ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques propose la tenue d'une « *rencontre finale* » dirigée par la société civile, et au cours de laquelle toutes les entités pourraient émettre leurs avis politiques quelque soit leur statut et leurs propositions concernant la situation actuelle. Et le président national du MCDM de marteler au passage que « *toutes les décisions prises au cours de cette rencontre doivent être appliquées dans les plus brefs délais* ». « *A mon avis, c'est une condition cruciale pour obtenir la reconnaissance internationale* », a-t-il insisté. Il a également proposé qu' « *au cas où la communauté*

¹⁰ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/41/17/448497/56248772.pdf>

¹¹ Cf blog Justmad « *articles remarquables* » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/29/82/448497/56304227.pdf>

internationale annonce une période d'observation, tous les membres du gouvernement ne devraient percevoir que la moitié de leur rémunération habituelle ». Les politiciens qui participent à la conduite de la Transition ne doivent pas se présenter aux élections à venir » a-t-soutenu.

Une Transition sans Rajoelina pour les trois mouvances. Les orateurs du meeting du Magro ont exigé la mise en place d'une Transition sans Andry Rajoelina. Selon Olivier Rakotovazaha, la raison en est qu'« *Andry Rajoelina a déjà refusé de respecter et d'appliquer les clauses de Maputo et d'Addis-Abeba lesquelles lui ont permis de rester au pouvoir en tant que président de la Transition* ». Manandafy Rakotonirina a fait appel à la communauté internationale pour consolider les sanctions infligées à l'encontre des membres de la HAT. « *S'ils ont actuellement 109 personnes à sanctionner, cet effectif devrait être encore augmenté* », a-t-il lancé. Et de poursuivre : « *Il vaut mieux qu'il démissionne dès maintenant avant que les autres ne le fassent incarcérer* ». C'est pour faire face à cet accord, qu'est né l'Union For Democratic, qui regroupe les partis politiques de la mouvance Ravalomanana ainsi qu'une partie de la société civile. « *En fonction du verdict attendu sur le procès de la HAT contre Marc Ravalomanana au sujet de la tuerie du 7 février 2009, les positions pourraient se radicaliser et rendre les choses encore plus difficiles* », estime Sobika.

Selon l'ancien Premier ministre de la HAT, Monja Roindefo, qui a participé à la dernière réunion des trois mouvances, **l'accord d'Ivato ne représente pas encore l'inclusivité**. Il demande à la CNOSC d'inclure réellement toutes les forces représentatives de la Nation à la « *Conférence nationale* ». Il note qu'avant la IVème République, « *on risque d'avoir affaire à un IVème Reich. Un Parlement désigné est inconcevable. Car, même pendant une période de Transition, les dirigeants doivent au moins comprendre que par essence, un Parlement devrait être élu. Par ailleurs, les finances de l'Etat étant ce qu'elles sont actuellement, il est fort possible que les parlementaires désignés aient des difficultés pour se faire payer. Un risque de racket est à craindre...* »

Accord politique du 13 août : « Tous les signataires seront casés ! ». Le *Courrier* s'indigne de la précipitation avec laquelle une multitude de microstructures politiques souvent méconnues et créées pour la circonstance, ont tenu à rallier l'accord politique conclu au CCI d'Ivato. « *En fait, ce qui a rassemblé tout ce beau monde, c'est la curée aux postes* », écrit le quotidien, qui ajoute : « *Les partis qui ont concouru aux présidentielles et aux législatives ou aux territoriales se retrouvent ainsi gratifiés de postes par le Prince, au même titre que les nouveau-nés et les associations communales ou de district ou de genre régional. [...] En tout cas, la liste des signataires n'est pas close et depuis ce 13 août, des associations sportives, culturelles, de quartiers ou autres sont venues apposer leur signature pour bénéficier de sièges ou de strapontins ; une manière de marquer leur adhésion au processus de sortie de crise* ».

La CENI demande à l'Etat une rallonge budgétaire pour couvrir les dépenses liées aux opérations électorales. Le budget général de l'Etat est réduit à 50 pour cent suite à la conférence budgétaire qui s'est tenu au mois de juillet dernier.

Médiation : un envoyé spécial de Joachim Chissano attendu à Madagascar. Après avoir effectué un rapport sur son séjour à Madagascar au Sommet de la Sadc, le médiateur du GIC et émissaire de la Sadc reviendra début septembre dans la Grande Ile. Il sera précédé par un envoyé spécial qui occupera les locaux de l'ambassade de Maurice à Madagascar.

24 août : annonce par la CNOSC d'une rencontre politique inclusive en préambule à la « Conférence nationale ». Les institutions de la nouvelle Transition jugées pléthoriques, coûteuses et dépourvues de mandat populaire.

Médiation malgacho-malgache : selon la CNOSC, Zafy Albert et Andry Rajoelina sont d'accord pour la tenue d'une table ronde des partis politiques de toutes les sensibilités. Un rendez-vous a été fixé pour le 25/08. Il s'agira de discuter et de décider de la gestion de la Transition et des institutions qui vont la composer, en préambule à la « *Conférence nationale* » initialement prévue à la fin du mois mais dont la date pourrait encore être reportée (ce qui induirait un nouveau report de tout le planning électoral, à commencer par le référendum constitutionnel de novembre, allongeant encore la durée de la Transition et renforçant la réserve de la communauté internationale). Pour la CNOSC, la démarche est inclusive et consensuelle, principes chers à la CI qui, croit-on savoir, assure le financement des actions et initiatives de Coordination (cette réunion sera financée entre autres par le Pnud, la Suisse, la Norvège et la France). L'Escopol ne cesse de s'étoffer : son effectif est de 106 formations et il réclame 21 places à ce dialogue au lieu de 7 comme la CNOSC l'envisage. « *Sans*

doute que la démocratie du nombre est passée par là », écrit Tribune, pour qui « l'éventuelle participation active du Pr. Albert Zafy, chef de file de la mouvance qui porte son nom sera d'une importance capitale pour la suite des événements car jusqu'ici, il a su montrer sa solidarité et sa fidélité aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba ».

Premiers ministrables. Les divergences de vues se font jour. Depuis la publication des noms des différentes personnalités avancées pour occuper la tête de la Transition, les désaccords semblent de nouveau prendre le pas sur la recherche d'un consensus, principalement sur le nom de celui qui occupera le poste de Premier ministre. Les positions, sinon les propositions de l'UDR [*groupement des partis et organisations pro-Andry Rajoelina*] et de l'Escopol sont, encore une fois, antagoniques, tout comme cela a déjà été le cas pour « l'accord politique de base » proposé par le groupe d'Ambohidahy et que l'UDR a qualifié de « *Transition bis* ». Pour l'UDR, la priorité est de maintenir Camille Vital à la tête du gouvernement. L'Union considère qu'il « *incarne la neutralité, étant donné qu'il est issu des rangs des forces armées* ». Il appartiendra en dernière instance à Andry Rajoelina de trancher puisque ces deux tendances ont toutes deux signé l'accord d'Ivato qui confère cette prérogative au président de la HAT.

« **Où va siéger le Congrès de la Transition (CT) dont la mise en place est prévue dans l'accord politique du 13 août ?** », s'interroge *La Gazette*. Avec ses 256 membres (contre 127 députés en 2008), aucune salle n'est en mesure de les accueillir. Ce problème logistique n'a pas été pris en compte, encore moins l'incidence financière de la mise en place d'une assemblée aussi pléthorique. Et le quotidien de conclure : « *l'accord politique d'Ivato semble se ramener à celui de Maputo. On veut partager le pouvoir. On veut se distribuer les milliards. Ceux du bois de rose en particulier. Si les partis politiques osent proposer des solutions, c'est finalement en connaissance de cause. [...] Aujourd'hui, tout le monde veut siéger au pouvoir, sans un quelconque mandat populaire, en se disant que c'est maintenant ou jamais. [...] Non seulement la société civile ne joue plus son rôle premier ; elle a la prétention de se substituer aux partis politiques et de leur damer le pion. Passant du statut de force d'interpellation à celui de groupe d'intervention, elle se sent pousser des ailes. A présent, tous les présidents d'association se mettent à rêver, à tort, qu'ils auront leur place dans les instances de décision de la Transition* ». Le Dr. Andrianjaka Rajaonah d'Otrikafo estime qu'il est inacceptable que les contribuables « *fassent faire mener une vie de pacha à 400 personnalités (250 membres du Parlement et 150 membres de la Transition)* ». Il rappelle que la société civile est composée notamment d'ONG financées par des bailleurs de fonds internationaux. La société civile se targue de trouver une solution malgache-malgache alors qu'en réalité, elle ne pourra que porter la voix de ses généreux donateurs.

« **Et si on la votait cette sortie de crise ?** », titre **Sobika**. « *La Transition, c'est le régime des nominations : HAT, Président de Délégation spécial, Premier ministre, ministres, chefs de fokontany, chefs de régions, on va de nomination en nomination. On en oublie que voter est le meilleur moyen d'obtenir de la légitimité et de déléguer cette légitimité. [...] Chaque malgache à son idée sur la sortie de crise, mais on lui confisque la parole au travers des mouvances, des partis, de la société civile, du gouvernement etc... Le peuple est pris en otage dans cette crise et c'est lui qui fait en premier les frais. [...] Les politiciens sont-ils prêts à soumettre leur solution de crise au peuple ? Non, ils le considèrent comme ignorant et versatile et en ont trop peur pour lui faire confiance* ».

Fondation Friedrich Ebert (FES) : donner la parole aux simples citoyens. La FES a organisé une conférence-débat à l'Université sur le thème de la « *Conférence nationale* », afin d'ouvrir durant 2 jours les discussions à ceux qui n'ont pas la parole dans les tractations en cours. La discussion s'adressait aux étudiants et aux simples citoyens. Parmi les intervenants : Jean-Eric Rakotoarisoa, constitutionnaliste, VP de l'Université d'Antananarivo, et Nathalie Rabe, membre du Leader-Fanilo et ancienne ministre de la Communication.

Les apporteurs d'affaires de TGV. La *LOI* révèle que des ministres du gouvernement de Transition, des conseillers d'Andry Rajoelina et des membres de la HAT se sont transformés en intermédiaires pour l'octroi de contrats à des sociétés amies. En jeu notamment le contrat pour la confection des cartes d'identité à puce numérique dont un membre de la HAT est le promoteur avec le Français Dominique Vibart et qui associe des intérêts financiers proches de la famille royale du Qatar. Le Français Philippe Leclerc, président d'Orizon Finance et conseiller de TGV, a été quant à lui l'un des initiateurs d'un projet de contrat pour un « *Exclusive International Gateway* » entre le gouvernement malgache et les sociétés Vocalpad et iBasis [*Le ministre des Télécom, Iharizaka Rahaingoson,*

récemment limogé, n'était pas convaincu par ce projet, ce qui lui aurait coûté son poste]. Philippe Leclerc est également l'un des initiateurs du projet de contrôle des importations malgaches avant embarquement, présenté par les ministres du Commerce et des Finances à une cinquantaine d'opérateurs économiques. Un contrat au profit d'Intertek est en cours de signature. (24/08)

Les Etats-Unis seraient disposés à participer financièrement à l'application des Accords de Maputo. « Les accords de Maputo et l'acte additionnel d'Addis-Abeba sont la voie toute tracée pour sortir de la crise et pour obtenir la reconnaissance et le financement internationaux », a réitéré Fetison Rakoto Andrianirina, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana, qui a révélé qu' « un fonds de 80 millions de dollars pourrait être débloqué par les Etats-Unis » en cas d'application de ces Accords.

25 août : « Conférence nationale » reportée du 13 au 18 septembre, précédée d'une table ronde des partis politiques et d'une « Conférence nationale préparatoire ». Les trois mouvances restent sur la réserve. Les partis proches du pouvoir de Transition condamnent ce nouveau report.

« **Conférence nationale** » reportée du 13 au 18 septembre. Les organisateurs de la société civile ont décidé ce report d'une quinzaine de jours pour préparer ce rendez-vous que tous souhaitent historique et d'une importance capitale pour la sortie de crise. Des réunions techniques préparatoires seront organisées les 30 août et 1er septembre par la COSC et le Kmf/Cnoe, qui espèrent d'ici là pouvoir élargir la concertation à d'autres partenaires, notamment les trois mouvances qui se sont réunies au Carlton et continuent d'exprimer leurs réserves. La HAT et le TGV condamnent le report de la « Conférence nationale », qui remet en cause les décisions prises par les partis signataires de l'accord d'Ivato, avec lequel des échéances ont été convenues ; ils exigent que les discussions soient conduites sur la base des partis et non des mouvances.

Dès ce jour une table ronde des partis politiques de toutes les sensibilités est organisée par la CNOSC à Vontovorona. Le TGV annonce sa participation, en dépit des réserves indiquées ci-dessus. Les trois mouvances, dont Zafy Albert, ont en définitive décidé de ne pas participer à cette rencontre. Elles prendront uniquement part au débat prévu avec Leonardo Simao, émissaire de la Sadc. L'Arema de Pierrot Rajaonarivelo a dit oui à ces rendez-vous préparatoires. Monja Roindefo donne l'impression qu'il ne veut pas rater la machine qui est en marche. Il reconnaît les initiatives de la CNOSC et son statut de médiateur mais il ajoute que cette médiation doit s'effectuer sous l'arbitrage de la communauté internationale. Quant au CSRAN conduit par Blanche Nirina Richard, il se rapproche des trois mouvances pour échanges de vues. Cependant, pour *La Gazette*, « Depuis l'échec des négociations de Pretoria, il s'agit de la première tentative sérieuse de remettre autour d'une table ronde les vrais protagonistes de la crise. L'opération est d'autant plus intéressante qu'après le retrait du GIC, la médiation est conduite par des nationaux. L'équipe se montrera-t-elle à la hauteur de l'événement ? En tout cas, la communauté internationale ne s'y est pas trompée et a publié un communiqué qui salue l'initiative de la CNOSC et qui encourage celle-ci à aller de l'avant ».

La CNOSC obtient officiellement la reconnaissance internationale. C'est par une lettre de la Sadc, transmise par le doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur du Sénégal, que la CNOSC obtient la clef de la reconnaissance internationale. La Sadc affirme respecter la médiation de la CNOSC dans le processus de résorption de la crise suivant l'esprit malgacho-malgache. De ce fait, la communauté internationale assure son soutien à la CNOSC et invite toutes les forces vives de la Grande Île à s'impliquer dans cette voie. Cependant, la Sadc tient à rappeler que la recherche de compromis devra respecter les grandes lignes exigées par la communauté internationale, notamment l'inclusivité et la consensualité.

« **Encore cette question de légitimité !** », titre *Le Courrier*. « La crise dans laquelle tout le monde déclare vouloir sortir s'enlise. La raison est simple : le manque de légitimité de quiconque se présente comme capable de le faire. Depuis le début des négociations de fin de crise ce problème de légitimité taraude les esprits. Le Ffkm et la communauté internationale installée dans le pays, conduite par le PNUD l'ont appris à leur dépens. Ils n'ont pas été perçus ni compris comme étant légitimes. La communauté africaine elle aussi l'a vécu sur l'autel de la fierté et de la souveraineté nationale malgache ; l'esprit îlien. La société civile malgache est aujourd'hui en train de le subir également. Attaquée de toutes parts et bien qu'elle est sur la voie de l'union, la société civile est concurrencée en

coulisse par la société politique. En d'autres termes, nous n'avons pas réussi à trouver la légitimité en quiconque. Faudrait-il poursuivre dans cette voie jusqu'à ce qu'on soit définitivement au pied du mur ? Aujourd'hui encore, la CNOSC et les Raiamandreny Mijoro, l'UOSC ou la COSC ou l'AOSC sont dénigrées sur des médias privées et traitées d'usurpateurs et d'escrocs. C'est à croire qu'en dépit des démonstrations et argumentations fallacieuses voire contradictoires, on souhaite quelque part demeurer dans la crise et dans les fonctions occupées depuis l'avènement de la HAT ».

26 août : réunion politique à Vontovorona - Une première journée hésitante et difficile, tant pour la société civile que pour ses invités. Vaise-hésitation des trois mouvances. La CNOSC suspectée par les « TGVistes » de vouloir réintroduire la médiation de la Sadc.

Réunion de Vontovorona : *Ho teraka ihany ve i Ambatobevohaka ?* [La roche enceinte finira-t-elle par accoucher ?] Seuls les chefs de partis et d'associations politiques signataires de l'accord d'Ivato (Escopol) ont répondu à l'invitation de la CNOSC, les « Raiamandreny Mijoro » veillant à la bonne organisation. Grands absents lors de la cérémonie d'ouverture : les chefs de partis et associations qui forment les trois mouvances, autrement dit les signataires de l'accord du 14 août au Carlton. Ce boycott a nourri les inquiétudes des uns et provoqué la colère des autres. Les trois mouvances, qui ont rejoint la réunion dans l'après-midi, ont été vilipendées par une partie de l'assistance. Manandafy Rakotonirina a demandé en leur nom une rencontre à huis clos avec la CNOSC, nécessitant ainsi une pause et le report du début des travaux. Il a fallu les interventions du pasteur Ramino Paul et de Jean Lahiniriko (président de l'UDR), pour que cette rencontre puisse avoir lieu. Les trois mouvances ont justifié leur abstention initiale par le manque d'informations sur l'ordre et jour et les objectifs de la rencontre. Les organisateurs se sont défendus des reproches adressés en rappelant que la méthodologie adoptée laisse la plus grande initiative aux partis, qui doivent apprendre à discuter, à s'organiser, à s'apprécier et à respecter leurs engagements. « *Le défi que nous devons relever ensemble dans la recherche commune d'une solution à cette crise exige une nouvelle éthique du dialogue, de l'équilibre et de l'équité dans l'exercice du pouvoir* », a déclaré Lalao Randriamampionona, l'une des deux responsables de la CNOSC, avec Aristide Velompanahy. La communauté internationale, représentée par des délégués du Système des Nations unies et des membres des principales ambassades, est venue au rendez-vous et a confirmé qu'elle prenait en charge les moyens logistiques et financiers du processus en cours. On notait également la présence du Dr. Leonardo Simão, chef de la mission d'observation de la Sadc, qui prépare le déplacement annoncé de Joachim Chissano. La Sadc et la communauté internationale sont présents à titre de témoins et de facilitateurs, la démarche se voulant purement malgache.

Pour le chef de file de la mouvance Ratsiraka, la société civile n'est qu'un facilitateur ; le médiateur principal demeure Joachim Chissano. Par ailleurs, contrairement à l'approche de l'Escopol qui suggère des discussions entre des partis politiques (106 formations ont signé l'accord), Didier Ratsiraka revendique la constitution de deux groupes : celui de l'Escopol et celui des trois mouvances, chacun étant représenté par 25 délégués. D'autres propositions ont été formulées qui vont dans le sens d'un rattachement de l'UDR à la mouvance Rajoelina et de la constitution d'une mouvance autour de Monja Roindefo, Pierrot Rajaonarivelo et de leurs satellites, chacun de ces groupements disposant de 21 sièges. Selon un membre de la mouvance Zafy, les trois mouvances attendent que la CNOSC définisse quels sont, parmi les 135 formations présentes, celles qui relèvent de la mouvance Rajoelina.

La Vérité suspecte le représentant de la Sadc de vouloir manipuler la rencontre. Le quotidien pro-TGV écrit : « *La Coordination des organisations de la Société civile, connue de tous sous le sobriquet de CNOSC, vient de tomber le masque. En effet, elle a clairement édifié, dans les invitations qu'elle a lancées à diverses personnalités pour assister à la cérémonie d'ouverture d'hier à Vontovorona, qu'elle est « en charge de la médiation au plan national en vue d'une sortie de crise conventionnelle, inclusive et pacifique, de concert avec la médiation nationale présidée par le Président Joaquim Chissano* ». L'animatrice de l'une des composantes de la CNOSC, Lalao Randriamampionona, qualifiée de « *femme irréductible défenseur de Marc Ravalomanana* », est vivement prise à partie par ce média.

Commentaire de La Gazette : « La plupart des 99 partis signataires de l'accord d'Ivato appréhendent qu'on s'achemine vers un Maputo bis ». Et d'ajouter que cette inquiétude est nourrie par le discours d'ouverture de la représentante de la CNOSC, Lalao Randriamampionona. « *A tort ou à raison, on interprète [son intervention] comme la remise en cause de l'accord politique d'Ivato*

qui confirme Andry Rajoelina comme président de la Transition et consacre la mise en place du Congrès et Conseil Supérieur de la Transition, avec un calendrier électoral précis. Cet accord a infléchi la position de la communauté internationale. Les trois mouvances qui avaient boycotté cette initiative malgacho-malgache n'avaient qu'à y adhérer ou la rejeter complètement. Elles ont d'ailleurs adopté ce dernier choix avant de se ressaisir. La girouette s'explique par la peur de se voir écarté totalement du schéma de sortie de crise alors que la communauté internationale commence à s'intéresser à un accord qui n'est idéal ni parfait mais constitue une base crédible de solution. [...] Des politiciens voient dans la manœuvre des trois mouvances et ce discours, une manipulation. Avec la complicité de la société civile dont la neutralité est, de nouveau, mise en doute. Faut-il rappeler qu'une des principales composantes du CNOSC est réputée pro-Ravalomanana ? [...] La même étiquette est attribuée à Joaquim Chissano. Représenté par un envoyé spécial, ce dernier n'était pas moins omniprésent. [...]. Le dialogue est-il vraiment malgacho-malgache ou téléguédé de l'extérieur ? ».

27 août : incertitudes sur le succès de la table ronde des partis politiques organisée par la CNOSC à Vontovorona. Dialogue compromis avec les trois mouvances qui posent des préalables.

Réunion de Vontovorona : vers la rupture du dialogue ? L'arrivée tardive d'une forte délégation des trois mouvances a provoqué une nouvelle fois la grogne d'une partie des participants. Les trois mouvances exigent que le nombre de représentants dans chaque groupe ou mouvance soit limité à 7 et exigent en préalable la libération des prisonniers politiques et le retour au pays des anciens présidents en exil. Devant l'accueil hostile dont elle a fait l'objet, la délégation est repartie en claquant la porte. Selon *La Gazette*, Lalao Randriamampionona, membre de la CNOSC, s'est levée pour défendre la cause des trois mouvances, mobilisées par le procès du 7-Février. Et d'ajouter : « *Il n'y aura pas d'accord politique sans les trois mouvances* ». Les organisateurs veulent néanmoins faire preuve d'optimisme quant à la poursuite du dialogue et la conclusion d'un accord avant la fin de la rencontre. Sous la supervision des observateurs de la Sadc, les partis politiques présents, parmi lesquels des éléments satellites des trois mouvances, se sont livrés à une analyse comparative de la Charte de Maputo et de l'accord du 13 août, avec l'objectif d'aboutir à une synthèse à présenter à la « *Conférence nationale* ».

Les participants étant exclusivement issus de formations politiques, ils ont décidé de confier leur examen aux entités concernées, c'est-à-dire les opérateurs économiques et les forces armées. Des chefs de partis présents à ces journées de Vontovorona auraient été informés de l'existence d'un projet de coup d'Etat militaire qui serait une alternative en cas d'échec de la médiation de la CNOSC.

L'éditorialiste de Tribune écrit notamment : « *La pression de part et d'autre est avant tout médiatique. Personne dans l'assistance n'a réellement intérêt à jouer trop longtemps les vierges effarouchées. [...] Privées de leur argument-clé selon lequel la communauté internationale ne reconnaît que les accords de Maputo et d'Addis-Abeba, les trois mouvances sont bien obligées de participer au processus de Vontovorona, fut-ce en pointillés. Et la présence de transfuges des trois mouvances est un autre élément qui oblige celles-ci à mettre de l'eau dans leur vin, sous peine de se retrouver exclues d'un jeu politique qui serait reconnu comme globalement acceptable par l'opinion publique tant nationale qu'internationale. Que ces ralliements aient été obtenus à l'issue de marchandages pas forcément honorables ne les rend pas moins réels. De même, certains pro-HAT peuvent faire mine de s'offusquer des demandes des trois mouvances, ils savent fort bien qu'ils ont signé un accord politique qui stipule que la question des mesures d'apaisement (amnistie, libération des détenus politiques, réouverture des média censurés...) ne pourra être éternellement repoussée* ».

Analyse de Sobika : « *A moins d'un miracle ou d'un revirement d'un coté comme de l'autre, on s'achemine vers un échec de cette réunion, tout en soulignant, qu'avoir réuni tout ce monde autour d'une table, c'était déjà pas trop mal pour la CNOSC* ».

Camille Vital : **11 associations « sudistes » pour son maintien.** Elles invitent le président de la HAT, à garder l'actuel Premier ministre. Elles estiment qu'il n'est affilié à aucun parti politique et que sa nomination a été acceptée dans son ensemble par le peuple et les forces armées.

28 août : échec de la réunion de Vontovorona. L'inclusivité recherché avec les trois mouvances n'a pas pu se réaliser. Les discussions vont se poursuivre sous l'égide des « Raiamandreny mijoro », les observateurs du GIC jouant le rôle de facilitateurs

Echec de la réunion politique de Vontovorona. L'inclusivité recherchée n'a pas été réalisée. Les rencontres se poursuivront sous l'égide des « *Raiamandreny mijoro* » et en présence des représentants du GIC. Ces derniers auraient insisté pour la poursuite des travaux, après s'être assuré que les représentants des trois mouvances y participeront. Les signataires de l'accord d'Ivato de 13 août et l'Escopol sont intervenus pour que les « *Raiamandreny mijoro* », dirigent les débats, « *vu la partialité plus ou moins manifeste de la CNOSC* ». La neutralité de Lalao Randriamampionona [*Alliance des OSC*] a été mise en cause suite à sa décision de ne pas traiter du thème de la coprésidence de la Transition, qui était à l'ordre du jour, en raison de l'absence des mouvances Ravalomanana et Ratsiraka.

Les observateurs estiment que la marge de manœuvre des trois mouvances est réduite. Elles devront batailler dur pour convaincre leurs vis-à-vis, déterminés à faire bloc pour défendre les acquis de l'accord politique du 13 août. Elles continuent pourtant de revendiquer l'approche « *mouvance* », estimant que l'UDR-C n'est que la mouvance Rajoelina et que l'Escopol constitue les « *autres sensibilités* » définies dans les Accords du Maputo. Jusqu'à preuve du contraire, estime *Tribune*, elles ne négocieront pas tant que le climat ne sera pas apaisé, qu'elles ne se sentiront plus menacées et que les prisonniers politiques n'auront pas recouvré la liberté.

Mise en place différée des nouvelles institutions de la Transition : le GIC se réunira environ 10 jours après la tenue de la « *Conférence nationale* » (qui débute le 13 septembre) et ce n'est qu'après que les institutions de la nouvelle Transition seront mises en place.

Le GTT a adressé une lettre ouverte à la communauté internationale, destinée aux responsables de l'UA, de la Sadc, de l'OIF, au président Obama et au représentant de la commission européenne à Paris. Le Collectif exige la libération sans conditions des prisonniers politiques et l'envoi des forces de maintien de la paix de la Sadc. Il demande à la communauté internationale de soutenir la Sadc et d'appliquer les sanctions décidées en mars à l'encontre de 109 personnes de la Transition.

29 & 30 août : la condamnation par contumace de Marc Ravalomanana aux travaux forcés à perpétuité risque de constituer un nouvel obstacle aux tentatives de sortie de crise. Après l'échec des discussions de Vontovorona, les rencontres devaient toutefois se poursuivre sous l'égide des « *Raiamandreny mijoro* ».

Sur le déroulement du procès de la fusillade du 7 février 2009 et le verdict, voir le chapitre « Droits humains, gouvernance »

La presse pro-HAT se félicite du verdict : la condamnation à perpétuité de Marc Ravalomanana écarte finalement les deux principaux protagonistes de la crise de la course à la présidentielle, puisqu'Andry Rajoelina ne se présentera pas et que l'ancien président, condamné, ne peut pas être candidat.

La condamnation de Marc Ravalomanana complique la situation, pour une majorité d'observateurs. « *Le règlement de la question politique n'en sera que plus compliqué, et on peut imaginer que c'était l'objectif* », selon Stephen Ellis, historien à Leiden University (Pays-Bas). « *Cela ne va pas faciliter le processus de sortie de crise* », a commenté à Antananarivo un diplomate occidental sous couvert d'anonymat. « *Je suis perplexe sur le télescopage entre ce procès, qui mérite une enquête approfondie, et les réunions politiques sur la gestion de la transition* », ajoute-t-il, notant la rapidité des audiences qui n'ont duré que deux jours. « *Ça va compliquer la résolution de la crise. Comment voulez-vous qu'on continue à discuter ?* », s'est interrogé Fetison Andrianirina, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana. Pour Me Jacques Belot, l'un des avocats de Marc Ravalomanana, la condamnation de l'ancien président n'est pas vraiment surprenante. Il ajoute qu'« *il y a matière à exercer des recours* ».

Pour RFI, « Les questions tournent désormais sur les conséquences de ce verdict pour la recherche d'une solution de sortie de crise. Les trois mouvances des anciens présidents posaient comme condition leur retour au pays, avant de valider l'accord politique signé il y a quinze jours. Dans un débat télévisé sur l'indépendance de la justice, Andry Rajoelina a éludé en quelques phrases une question sur la condamnation de Marc Ravalomanana. En revanche, il s'est longuement étendu sur la nécessité de valider l'accord politique d'Ivato, sans faire référence au président évincé. Ce dernier est-il désormais hors-jeu ? La presse malgache note cette phrase prononcée par le président de la HAT : « *ce qui s'est passé le 7 février doit être une leçon pour tous les dirigeants actuels et futurs. Aucun dirigeant ne doit plus utiliser les armes pour tuer ses concitoyens* ».

Tribune écrit « faut-il rappeler que cette marche sur le palais d'Ambohitsorohitra a été ordonnée par Andry Rajoelina et conduite par Monja Roindifo ? Comment admettre que le procès qui vient de se clore soit considéré juste, alors qu'il nie la part de responsabilité de ceux n'ont eu aucun scrupule pour amener la foule stupide, là où il le fallait et quand il le fallait, afin de créer les œufs cassés nécessaires à l'omelette du coup d'État ? [...] La HAT ne fait que rendre à Marc Ravalomanana la monnaie de la pièce qu'il a octroyée à ses adversaires politiques de 2002, il ne devrait donc pas se plaindre. Procès de hauts responsables sans Haute Cour de Justice, accusations et verdicts sur mesure à la tête du client : la HAT ne ferait donc que suivre les traces du régime précédent ».

« **Le public a accueilli le résultat du procès avec indifférence** », note **La Gazette**. « Il sait que Marc Ravalomanana a forcément une part de responsabilité dans la tuerie, mais sait aussi que le procès entre surtout dans le cadre des actes de vengeance et contre-attaques politiciennes entre l'actuel et l'ancien régime. Rappelons que Marc Ravalomanana fut déjà condamné à 5 ans de travaux forcés en mars dernier dans l'affaire du remblayage du terrain d'Andohatapenaka, ainsi qu'à 4 ans de prison et à 70 millions de dollars d'amende en juin 2009, sur l'achat du jet privé Force One 2. Des condamnations multiples qui ressemblent fort à de l'acharnement et à une haine particulière à l'endroit de l'ex-PDG de Tiko. Tout ceci rappelle le cas de Didier Ratsiraka qui, après la crise de 2002, fut aussi condamné à plusieurs reprises par le régime qui l'a renversé, celui de Marc Ravalomanana. L'amiral fut condamné, en août 2003, à 10 ans de travaux forcés pour les détournements commis à la Banque centrale de Toamasina, puis à 5 ans de prison en décembre de la même année pour « atteinte à la sûreté de l'Etat » (encouragement à la sécession des cinq provinces lors de la crise). D'autres affaires en justice alors attendaient l'amiral, mais la chute de son tombeur mit un terme à la série. Marc Ravalomanana, lui, n'est pas au bout de ses peines car doit essuyer des condamnations dans d'autres affaires : la cession de terres à Daewoo Logistics, l'installation d'une minoterie au port de Toamasina, etc.... ».

Après l'échec des discussions politiques de Vontovorona, les « Raiamandreny mijoro » reprennent la main. Les discussions doivent reprendre ce jour mais la condamnation de Marc Ravalomanana fait peser une hypothèque supplémentaire sur les chances de pouvoir rallier aux débats les 3 mouvances. Pour Sobika, « l'échec des discussions de Vontovorona place Andry Rajoelina en position de force. Non seulement, en déléguant la sortie de crise aux acteurs politiques et à la société civile, il rend ces derniers responsables des échecs de sortie de crise mais il conforte de plus la Transition dans son existence, puisque les malgaches ne sont pas capables de sortir de cette Transition qu'ils décrivent pourtant. Bref, "si la Transition dure, ce sera la faute des autres" peut il se dire. Deuxièmement, cet échec démontre encore une fois ce que nous avons maintes fois répété ici même : quand on est trop nombreux à discuter, il ne peut rien en ressortir. Trop de partis, trop de délégués, trop de mouvances, trop de société civile...comment voulez vous trouver une voie commune dans une cacophonie pareille ? [...] La communauté internationale, critiquée de toutes parts par les Malgaches doit bien rire en cachette. Ces malgaches qui prétendent savoir mieux qu'elle ce qui est bon pour le pays montrent décidément toute leur incompétence en la matière. »

Andry Rajoelina va soumettre à la « Conférence nationale » son propre projet de Constitution. Celle-ci sera sur le principe d'un Etat unitaire. Le président de la HAT considère que le système fédéral est prématuré pour Madagascar, il préfère s'engager dans la voie moins risquée de la décentralisation. *Le Courrier* fait observer que cette position est en contradiction avec les résolutions des « *Dinika Santatra* » puisque 80 distincts sur 119 auraient opté pour ce système. Le quotidien craint que ce refus ne complique les relations entre les élites des Hautes Terres et des régions périphériques. Les aspirations fédéralistes remontent à 1991 et sont partagées par de nombreux hommes politiques.

Toliara : Radio Soatalily pillée puis incendiée. Une manifestation des opposants à la HAT a dégénéré. L'antenne locale de la RNM a subi le même sort que le siège de la RNM et de TVM lors du Black Monday du 26 janvier 2009. Les forces de l'ordre ont dû intervenir. On compterait 7 arrestations. L'instigateur du mouvement serait en fuite. *La Gazette* note que la chaîne nationale retombe petit à petit dans les habitudes qui ont causé sa perte en janvier 2009. Le caractère unicolore et tendancieux des stations publiques avait conduit à ces saccages, de même qu'à ceux de MBS et des journaux pro-gouvernementaux de l'époque.

31 août : la médiation malgacho-malgache tente de reprendre ses travaux sur de nouvelles bases et ne renonce pas à y associer les trois mouvances. L'émissaire de la Sadc apporte son soutien et semble admettre que les pourparlers peuvent se poursuivre en leur absence.

Médiation malgacho-malgache à Vontovorona : reprise des travaux sur de nouvelles bases, sans les 3 mouvances. La CNOSC et des membres du GIC, dont ceux de la Sadc, sont venus proposer aux participants une autre démarche fondée sur une version corrigée et enrichie de celle qui a fait trébucher les premières rencontres, explique le président national du Kmf/Cnoe, Ernest Razafindraibe. Mais leurs interlocuteurs ont refusé de revenir sur leur décision, préférant continuer leurs discussions sur la concrétisation et les clés de répartition de la mise en place des structures de la Transition. Un accord aurait été trouvé sur la création de 5 vices-Premier ministres issus des provinces autres que celle dont est issu le Premier ministre. Les partis présents à la réunion de Vontovorona ont été sollicités à proposer deux noms pour être à la tête du Conseil Supérieur de la Transition et du Congrès. « *Bref, ce n'est pas la fin de l'opération de distribution de sièges* », ironise *Tribune*. Les partis ou mouvances attachés aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba n'étaient pas au rendez-vous. La CNOSC a décidé d'aller à leur rencontre dans un lieu extérieur après que la « *mouvance Madagasikara* » ait annoncé que les 3 anciens présidents ne participeront plus aux diverses consultations. Le quotidien *Les Nouvelles* note cependant que des responsables de différentes entités de la mouvance Zafy et plusieurs membres du comité directeur de l'Arema de la mouvance Ratsiraka ont fait le déplacement. Des représentants du Tim de la mouvance Ravalomanana participent également à la réunion, depuis que le parti connaît de graves dissensions internes. Face aux tirs croisés des intervenants, la CNOSC a admis que sa méthode de conduite de réunion devait être revue. Pour sa part, le représentant de la Sadc, Leonardo Simao, a annoncé avoir pris bonne note des avancées, promettant de poursuivre ses efforts en vue d'une participation de toutes les sensibilités à ce processus. Il note par ailleurs, au sujet de l'amnistie, que cette question pourrait être soumise à la prochaine « *Conférence nationale* », notamment pour ce qui concerne Marc Ravalomanana. Tout porte à penser, selon le quotidien, que l'on avance, lentement, vers l'application de l'accord « *amendé* » d'Ivato. L'inclusivité recherchée pour sa mise en œuvre ne semble plus souffrir d'objection majeure : des formations des trois mouvances commencent à se démarquer... au titre de leurs partis respectifs.

Alberto Simao émissaire de la Sadc déclare : « *la participation des trois mouvances n'est pas une condition nécessaire dans la suite des pourparlers. Cela dépend des raisons pourquoi elles refusent de participer. Les partis politiques sont toujours libres de participer ou non, ils doivent cependant assumer les responsabilités de leurs décisions* ». Ce qui traduirait une évolution significative dans la position de la communauté internationale, selon *La Gazette*. « *Inclusif ne veut pas dire la participation de tout le monde ou de tout les partis politiques. Ils doivent être représentatifs de la réalité nationale* », a notamment souligné Alberto Simao en précisant par ailleurs que « *l'inclusion ne signifie pas unanimité* ».

La France appelle à « l'esprit de responsabilité de l'ensemble des acteurs malgaches » suite à la condamnation de Marc Ravalomanana. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères estime que la condamnation de Marc Ravalomanana « *ne doit pas remettre en cause les développements positifs enregistrés ces dernières semaines vers la résolution de la crise politique* ».

« Condamnation à perpétuité de Marc Ravalomanana : quelles conséquences ? » s'interroge Sobika. « *La condamnation [...] va avoir un effet certain : la radicalisation des positions. Celles-ci étaient déjà fermes après l'échec des négociations de Vontovorona, mais là, on peut être sûr qu'elles vont atteindre un point de non retour. [...] De deux choses l'une : soit les partisans de Marc Ravalomanana vont se détourner de lui, au fil du temps qui passe, qui joue sur la lassitude, soit, ils vont au contraire être regalanisés par cette décision de justice vécue comme...une injustice. Nous ne serions pas étonnés que cela soit le début d'une nouvelle résistance du côté des légalistes parce que désormais, leur leader Marc Ravalomanana n'a plus rien à perdre. Si le but d'Andry Rajoelina était de détruire l'empire de Marc Ravalomanana, il pourra dire qu'il aura réussi son coup : Tiko, Mbs, Marc Ravalomanana, ils sont tous tombés...mais au prix de quels sacrifices pour les malgaches ? Un régime de transition aux pratiques douteuses, dont plus personne ne veut ? Une situation politique unique au monde dont nous sommes la risée ? Une destruction des ressources naturelles comme jamais dans l'histoire de Madagascar et une insécurité qui n'a rien à envier à Johannesburg et Bogota ? Nous sommes de ceux qui pensent qu'on ne construit pas la paix sur les cendres de la haine. Un message de paix et d'entente qu'on n'entend pas assez à notre goût. On ne sait pas si Marc*

Ravalomanana est coupable ou non, mais ce qu'on sait c'est que sa condamnation ne résoudra pas les problèmes car le vrai problème est maintenant ancré dans toute la société malgache : que ce soit dans l'insécurité, dans la pratique politique, dans les trafics économiques, dans la corruption massive, et dans tout ce qui est criminel en général, les malgaches ont dépassé leurs complexes : ils sont passés à l'acte. Il faudra des générations pour corriger cette dérive des mentalités, si on arrive à un jour. Mais cela, on en doute fort. Pessimiste dites-vous ? Non, réaliste ».

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

Droit d'asile et « pays d'origine sûrs ». A la demande de huit associations (dont Amnesty international), le Conseil d'Etat français a contredit la décision du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), où siègent les représentants de 5 ministères et d'annuler sa décision du 13 novembre 2009 établissant une liste de 17 pays considérés comme « sûrs ». Le Conseil d'Etat a considéré que 5 pays ne remplissent pas les critères relatifs au respect des droits humains fixés par la directive européenne et par la loi, contrairement à l'opinion du conseil de l'OFPRA : Arménie, **Madagascar**, Turquie, Mali et Sénégal¹².

Femmes malgaches au Liban. 418 demandes de rapatriement. « Grande déception dans le camp des familles de femmes victimes de maltraitance au Liban », écrit *Midi*. Constitués en association, ces familles et proches des travailleuses maltraitées remuent ciel et terre pour que ces femmes puissent rentrer au pays. « Nous étions vraiment heureux d'apprendre que le président de la HAT allait affréter un avion à destination du Liban pour ramener nos filles au pays, mais nous venons d'apprendre que ce n'est finalement pas encore à l'ordre du jour et à la place, ce serait une délégation interministérielle qui allait être envoyée au Liban. Nous demandons à ce que cela soit clarifié », déclare l'un des membres de cette association. A ce jour, 418 dossiers de demandes de rapatriement ont été transmis aux autorités par le Syndicat des Professionnels Diplômés en Travail Social (SPDTS). Toutes ces femmes disent avoir subi, ou continuent de subir des maltraitements, notamment, des violences physiques et des privations de nourriture, sans parler des autres mauvais traitements et une charge de travail inhumaine. Les statistiques font état d'un pourcentage de 30% de femmes malgaches victimes de maltraitements au Liban - les 8 décès enregistrés depuis quelques mois en sont des exemples tragiques - mais 70% vivraient plutôt bien, dans des conditions acceptables. Parmi elles, 16 jeunes femmes actuellement en vacances au pays. Elles ont témoigné de leur vie sans histoire dans ce pays. Selon *Midi*, leurs témoignages n'ont pas manqué d'encourager d'autres candidates au départ et d'appuyer les arguments des agences de placement, qui disent être victimes de la décision du ministère de la Population de suspendre le traitement des dossiers des candidates à l'expatriation. « Les cas de maltraitance ne peuvent pas être pris pour des « cas isolés » comme l'ont laissé entendre certaines personnes », affirme, pour sa part, Brigitte Rakotomamonjy, coordinatrice du volet prise en charge des femmes en détresse, victimes de la migration économique et de leur famille, au sein du SPDTS. Et la responsable de préciser que « le SPDTS ne fait qu'apporter son aide aux femmes maltraitées et à leurs familles pour que les victimes puissent rentrer au pays, et ne cherche en aucun cas à entrer en conflit avec les agences de placement ». On compterait quelques 6.000 femmes malgaches expatriées officiellement au Liban, chiffre auquel s'ajouteraient 300 autres parties clandestinement.¹³ (12/08)

Une plainte collective sera déposée. Les membres de l'association des familles des victimes du travail au Liban (FFMITHL) se sont réunis sous l'égide du SPDTS. Les victimes sont incitées à porter plainte collectivement devant le tribunal de première instance. « Cela devrait avoir une meilleure issue que si nous portions plainte séparément », a expliqué le président de l'association. De son côté, le syndicat poursuit la collecte des plaintes et des demandes de rapatriement. « En ce moment, nous avons 441 demandes de rapatriement mais l'ACAT et l'association Tsaramanasa en reçoivent également. Depuis mi-août, 291 femmes ont pu être rapatriées dont seulement 13 ont achevé leur contrat. 13 d'entre elles ont des problèmes psychologiques », a expliqué la présidente du SPDTS. Une synthèse de toutes les plaintes sera envoyée aux responsables libanais ainsi qu'au consul honoraire du Liban. Elle constate que malgré la suspension officielle de l'envoi des employés

¹² Cf blog Justmad, « articles remarquables » juillet 2010 - <http://storage.canalblog.com/75/74/448497/56016566.pdf>
Ainsi que le document publié par Amnesty international : <http://storage.canalblog.com/03/53/448497/56017063.pdf>

¹³ Voir aussi l'article de *La Gazette* sur la traite des êtres humains - Blog Justmad, « articles remarquables » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/12/29/448497/56025903.pdf>

malgaches au Liban, « certains arrivent encore à sortir du pays avec l'accord des responsables du ministère de la Fonction publique et de celui de l'Intérieur ». Pour l'heure, aucune suite n'a été donnée au projet de rapatriement des employées. « Au contraire, nous avons entendu dire que les responsables étatiques sont en train de négocier de nouveaux contrats pour nos enfants alors qu'on demande leur retour au pays pour en finir avec ces maltraitements », a souligné Alfred Rajaonarison, membre de la FFMITHL. (19/08)

Les employées malgaches en vacances au pays ne pourront pas retourner au Liban. La décision a été prise par le ministère de la Fonction publique, du Travail et des Lois sociales, qui renouvelle l'interdiction de toute délivrance d'autorisation de travail pour le Liban. (23/08)

Les régions sont sensibilisées contre l'envoi de jeunes filles au Liban. « Les personnes ressources de Vatondry nous ont fait savoir que les jeunes filles de la région ont quitté le pays, il y a environ un mois, sur un bateau à destination de l'île Maurice pour aller ensuite au Liban », a expliqué Norotiana Jeannoda, présidente du SPDTS. Plusieurs membres du syndicat sont en mission sur l'axe Antananarivo-Toamasina pour sensibiliser les familles sur le trafic de personnes et les orienter dans leurs revendications. Au cours de cette mission, près de 300 nouvelles doléances ont été recueillies. (24/08)

Le président du syndicat des agences de placement au Liban déclare que « seules » 9% des travailleuses au Liban sont victimes de maltraitance. Il a saisi le consulat de Madagascar à Beyrouth pour lui demander d'effectuer une enquête approfondie auprès des travailleuses malgaches, afin de disposer de données fiables sur leur état de santé et leurs conditions de vie. Le syndicat demande également au consulat d'enquêter sur les opérateurs impliqués et les filières afin, affirme-t-il, de faciliter la mise en œuvre d'éventuelles sanctions pour les contrevenants. (25 & 30/08)

874 enfants sont encore portés disparus. Depuis janvier 2009, des plaintes concernant la disparition de 1.599 enfants âgés de moins de 18 ans ont été recueillies par le syndicat des professionnels diplômés en travail social (SPDTS). Si quelques-unes ont été enregistrées dans les régions du fait d'une collaboration entre le SPDTS et les forces de l'ordre, la majorité de ces enfants ont disparu dans la capitale. Grâce aux différentes recherches, 725 enfants ont été retrouvés mais 874 sont encore introuvables à ce jour. 71% des enfants retrouvés ont avoué avoir fait une fugue pour différentes raisons principalement la maltraitance, qu'elle soit physique, morale ou financière. (31/08)

Procès de la fusillade du 7 février 2009.

Les 19 présumés responsables de la tuerie devant le Palais d'Ambohitsorohitra sont jugés par la Cour Criminelle Ordinaire (CCO) d'Antananarivo. Les principaux accusés sont Ralitera Andrianandraina, ancien directeur de la sécurité de la HCC (considéré comme l'auteur principal), le général Raelina (donneur d'ordre) et l'ancien président Marc Ravalomanana (complice). Le premier inculpé, est en détention préventive, à l'instar de 6 autres accusés. Quant à Raelina et Ravalomanana, ils sont jugés par contumace, au même titre que 10 autres inculpés. L'un est resté introuvable et l'autre est en exil. Après avoir été ajourné une fois, la défense a demandé à nouveau – en vain - le report du procès. L'un des avocats a déclaré à la presse : « Nous avons reçu un avis d'audience. Mais, la Cour de Cassation n'a pas encore statué sur le pourvoi contre le renvoi de l'affaire devant la Cour Criminelle Ordinaire d'Antananarivo. Jusqu'ici, le dossier n'a même pas été enrôlé au niveau de la Cour Suprême. Le délai de dépôt de mémoire n'est pas non plus écoulé »

Des avocats commis d'office pour Marc Ravalomanana. Au 1^{er} jour du procès, ses avocats ont quitté la salle pour protester contre la décision de faire juger l'ancien chef de l'Etat par la CCO, alors que, selon eux, il devrait relever de la Haute Cour de Justice [prévue dans la Constitution mais jamais mise en place]. Ils ont déposé un pourvoi en cassation pour soulever ce « vice de procédure » et attendent la décision pour le 2 septembre. La Justice est cependant déterminée à aller de l'avant et on s'attend à ce que les inculpés soient défendus par des avocats commis d'office. L'Ordre des Avocats devrait nommer de nouveaux défenseurs. Pour Me Hanitra Razafimanantsoa, « les avocats des accusés sont régulièrement constitués, [...] la commission d'office ne suit pas les règles de procédures et peut être considérée comme illégale » Pour Tribune, le déroulement de l'audience, qui a mis face à face les deux camps, traduit les enjeux et à la fois les stratégies déployées (juridiques, tactiques et force de frappe populiste ou de propagande partisane). Le refus d'audience adopté par la défense et le report de l'audience au 26/08, entretiennent une tension très vive, au moment même où les partis politiques semblent enfin décider à jouer la carte de l'inclusivité. Les membres de la mouvance Ravalomanana renouvellent leur exigence : le retour au pays de l'ancien président. La mouvance Ravalomanana, ou l'UDemPro (ex-Alliance démocratique), ne semble pas encore prête à

participer aux initiatives de la CNOSC. Côté témoins, on a remarqué le général Pily Gilbain, et le général Dolin. Ce dernier a été le chef de la délégation des leaders politiques qui ont négocié avec les militaires de la garde présidentielle. Malgré les négociations entamées par le général et quelques parlementaires, une cinquantaine de morts et une centaine de blessés ont été relevés devant le palais d'Ambohitsorohitra. L'AV7, ou l'association des victimes du 7-Février, fait partie des plaignants dans ce procès.

Les avocats de la défense précisent qu'ils seront quand même présents pour la reprise du procès le 26/08. « *Tous les conseils des accusés régulièrement constitués ont seulement quitté la salle d'audience au nom du respect du principe de droit de la dépense et des dispositions légales en vigueur. Mais cela ne signifie pas que nous nous sommes déconstitués. Par conséquent, le recours à des avocats commis d'office ne doit pas être effectué par la Cour puisque nous sommes encore régulièrement constitués en tant que conseillers des accusés* », a expliqué le bâtonnier Yves Ratriimoharivony.

Poursuite du procès : vidéos et témoignages. La seconde journée a été consacrée au visionnage des images du massacre et à une confrontation des vidéos fournies par la RTM et les divers témoignages. Absent, le général Charles Rabemananjara, ancien chef du gouvernement, a témoigné par écrit. Concernant l'engagement de la responsabilité de Marc Ravalomanana, il a déclaré : « *Marc Ravalomanana ne devrait pas s'impliquer dans le commandement de la sécurité du palais. Certes, il est le chef suprême de l'armée mais cela reste juste un titre honorifique. Par ailleurs, je ne connais pas le donneur d'ordre de cette hécatombe d'Ambohitsorohitra* ». Les deux procureurs du ministère public ont demandé au responsable logistique du palais d'Ambohitsorohitra, le colonel Randrianalimanana Richard, de dire si la foule avait, ce jour-là, dépassé la zone rouge. Il a affirmé qu'à aucun moment elle n'a franchi la ligne de démarcation. Il a précisé qu'il avait participé à la négociation avec le général Dolin Rasolosa avant que le massacre ne commence et estimé que le préfet de police de l'époque, Rakotomavo Edmond, aurait dû avertir la foule que leur manifestation était illégale, mais cela n'a pas été fait. Le ministère public a voulu démontrer ainsi qu'il y avait eu une défaillance dans le système de défense du palais. Quant à l'absence de sommation avant les tirs, le colonel a avoué son ignorance car, selon ses dires, il est retourné au palais après son entrevue avec le général Dolin. Et c'est alors qu'il a entendu des rafales. Interrogé sur la présence du général Raelina à la grille du palais lors des premières rafales, l'officier a fait part de son ignorance. La partie plaignante réclame 200 millions Ar de dommage et intérêts. « *Les avocats de la défense sur le procès du 7 février tentent de gagner du temps* » fustige Étienne Ramamonjisoa, président de l'AV7.

Reprise du procès : au 3^{ème} jour, les avocats de la défense ont demandé un nouveau report d'audience. La demande a été à refusée par le tribunal et les avocats ont à nouveau quitté la salle. Me Hanitra Razafimanantsoa a rappelé que les avocats entendaient protester contre le non respect de plusieurs dispositions du Code de procédure pénale, et notamment le non report du procès en attendant l'issue du recours formé auprès de la Cour de cassation contre l'arrêt de la Chambre d'accusation renvoyant les accusés devant la Cour criminelle ordinaire. Le procès s'est poursuivi avec des avocats commis d'office, sous haute protection policière, suite à des manifestations bruyantes du public qui ont nécessité l'évacuation de la salle d'audience et de ses abords. « *Qu'ils fassent leur procès à leur façon et comme ils le veulent, on verra ensuite* » s'est exclamée Me Hanitra Razafimanantsoa. Jean-Louis Rakotoambo, membre de la mouvance Ravalomanana, déplore qu'on enclenche le dialogue politique alors que parallèlement se tient le procès de l'ancien président. « *Peut-on alors parler de discussions sincères et crédibles ?* », s'est-il interrogé. « *Nous exigeons la suspension des poursuites et répressions faites sur l'opposition* », a martelé Tabera Randriamanantsoa de la mouvance Zafy Albert.

Des commentateurs se sont étonnés que l'appareil judiciaire cède aussi facilement aux demandes des parties civiles pour un procès rapide, ce qui ne peut que donner des arguments à ceux qui refusent de croire à une sortie de crise raisonnée. Demander à la Cour de Cassation de statuer sur la compétence du tribunal n'était pas que manœuvre dilatoire. Et que l'on désigne d'office des avocats alors que d'autres restent régulièrement constitués contribue davantage à enlever toute crédibilité au procès. On peut s'étonner aussi que des avocats commis d'office ne prennent même pas la peine d'exiger un report pour prendre davantage connaissance du dossier.

Pour *Les Nouvelles*, la position des avocats de la défense est contradictoire. Ils se sont retirés pour manifester contre l'arrêt de la Cour Criminelle Ordinaire mais ils ont précisé en même temps qu'ils demeurent les conseillers des inculpés. Me Hanitra Razafimanantsoa estime que les avocats commis d'office sont déchargés de leur mission puisque la défense était présente lors de la reprise du procès.

Raison pour laquelle la Cour, soucieuse de poursuivre le procès, a désigné pour la seconde fois d'autres avocats pour défendre les inculpés.

Marc Ravalomanana condamné le 28 août par contumace aux travaux forcés à perpétuité pour « meurtre et complicité de meurtre ». Deux militaires - le général Heriniaina Roelina et le colonel Anatole Ramlamboarison - ont pour leur part été jugés coupables de complicité de meurtre. « *Chacun d'entre eux est condamné à une peine de travaux forcés pour le restant de leurs jours. Un mandat d'arrêt a été délivré* », a commenté la présidente du tribunal, Raboana Rasamison Mauricette, après un délibéré de 10 mn au petit matin.

Parmi les 19 accusés, 9 ont été condamnés à une peine de travaux forcés à perpétuité, 3 condamnés pour usurpation de fonction, les autres, en majorité membre de la sécurité présidentielle, ont été relâchés au bénéfice du doute. Ralitera Andrianandraina écope d'une peine de 2 ans avec sursis, mais repart libre du palais de Justice [*Rappel: il possède la double nationalité franco-malgache*]. « *Les voies de recours sont l'opposition et le pourvoi en cassation, on verra ce qu'on va faire* », a annoncé une avocate de la défense, qui a prévenu Marc Ravalomanana de sa condamnation. « *Pour lui, ce n'est pas une décision sérieuse car la justice actuelle est trop instrumentalisée par le régime en place* », a-t-elle indiquée, car « *le but est de le condamner pour qu'il ne puisse pas rentrer à Madagascar et se présenter aux élections futures* ». L'ancien président a toujours nié avoir donné l'ordre de tirer. Il a également maintes fois réitéré la « *nécessité d'une enquête indépendante qui déterminerait avec exactitude d'où venaient les balles, de qui a émané l'ordre de tirer et qui a conduit la foule dans une zone rouge* », tout en affirmant avoir déjà demandé à l'ONU « *d'envoyer des enquêteurs pour savoir d'où venaient les tueurs* ».

L'avocat français Joseph Breham, qui représentait l'association des victimes de la tuerie (AV7), a estimé que les procès « *respectait les canons d'un procès équitable, conforme aux standards internationaux* ». Il a jugé le verdict mesuré : relaxe au bénéfice du doute pour la plupart des militaires n'ayant fait qu'exécuter des ordres, sauf pour deux d'entre eux ayant délibérément choisi de sortir du palais pour tirer en position de tireurs d'élite et qui ont été condamnés à perpétuité ; peines relativement légères pour les intermédiaires ayant relayé les ordres, et par contre lourdes peines pour ceux supposés être les donneurs d'ordre principaux. Les personnes jugées par contumace ont toutes été condamnées à des peines lourdes, ce qu'il estime relativement habituel en la matière.

L'avocat de la partie civile dénonce en outre la « *politique de la chaise vide* » adoptée par 14 accusés et certains défenseurs « *pour pouvoir discréditer ensuite la décision* ». « *Mais pendant l'instruction et le procès, tous les avocats présents ont pu s'exprimer tout à fait normalement* », a souligné Me Breham. « *Une vérité assez claire est ressortie : il y a eu un massacre planifié, organisé, par l'ancien président et le directeur de sa sécurité, entre autres* », a-t-il estimé. Les familles des victimes vont bénéficier de mesures de dédommagement.

L'ex-président exilé rejette sa condamnation. « *Je rejette ce verdict parce qu'il est stupide, ridicule* » a-t-il déclaré à l'AFP. Il estime que cette condamnation devrait être déclarée nulle et non avenue ; il a appelé la communauté internationale à condamner le régime actuel et à poursuivre l'application de sanctions ciblées à son encontre.

A noter que bon nombre d'observateurs ont estimé que l'ancien homme fort de Madagascar ne pouvait être jugé que par une Haute Cour de Justice, à l'instar des autres hauts dirigeants du pays qui pourraient être traduits en justice. Prévue dans les textes depuis près de trois décennies, cette haute juridiction n'a pas été mise en place par les différents chefs d'Etat qui se sont succédé à la tête de la Grande Ile. Aussi, lorsqu'il était encore au pouvoir, Marc Ravalomanana a-t-il déjà fait traduire en justice et condamné des ministres et d'autres hauts dirigeants malgaches par des juridictions ordinaires.

Des dépêches avaient annoncé peu avant que les inculpés risquaient la peine de mort.

Hery Raharisaina remis en liberté. L'ancien député Tim a été déféré au Parquet pour enquête. Il était mis en cause pour attroupement sans autorisation sur la voie publique, atteinte à l'ordre public et destruction de biens d'autrui. Après son audition, il a été libéré. La date du procès n'a pas encore été fixée. (18/08)

Mouvement des ecclésiastiques (HMF) : le pasteur Valisoa Rafanomezantsoa est sorti de la prison d'Antanimora après avoir bénéficié de liberté provisoire. [*Arrêté le 22 mai, en marge de la mutinerie des FIGN, le pasteur était inculpé de meurtre et d'incitation à la rébellion. Certains dirigeants du HMF, dont le pasteur Roger Randriamisata, sont toujours en cavale suite à un avis de recherche lancé contre eux*].

Magistrats : « Journée de solidarité contre la violence » le 25 août. Par le biais de cette journée de solidarité, le SMM exprime le mécontentement des magistrats face à des situations qui entravent l'exercice de leur métier, notamment le manque d'indépendance de l'institution judiciaire, l'interventionnisme de hautes personnalités, les menaces, les agressions et les violences qu'ils ont à subir. Les bureaux de justice seront fermés et une manifestation est prévue devant la Cour Suprême. Le président du SMM a rappelé qu'un magistrat a été récemment agressé à Toamasina, un autre menacé à Morondava et qu'à Antananarivo, courant 2009, un magistrat a été étranglé par un ressortissant Chinois à son bureau. L'affaire aurait été étouffée pour ne pas compromettre des relations d'affaires entre des hommes d'affaires chinois et le pouvoir au sujet de la construction de l'hôtel 5 étoiles d'Ivato prévu pour le Sommet de l'UA. Environ 200 magistrats ont répondu à l'appel, selon *Midi*. (23, 26 & 27/08)

Sit-in des avocats au palais de Justice à Anosy. Une mobilisation annoncée par le Conseil de l'Ordre en solidarité avec Me Noro Rabemananjara, en détention préventive depuis le 5 août 2009, dans le cadre de l'affaire dite des « *bombes artisanales* ». (26/08)

Insécurité préoccupante. Les attaques à main armée, souvent spectaculaires, sont devenues monnaie courante, tant en zone urbaine que dans les campagnes. Elle se matérialise par la recrudescence spectaculaire des attaques à main armée contre les villas et les commerces. Mais aussi par le nombre croissant des arraisonnements ou des mitraillages des véhicules de transport public sur les routes nationales. Le plus consternant, c'est que les bandes coupables de ces agressions comprennent souvent en leur sein des militaires ou des policiers en activités. Les transporteurs exigent des mesures fermes pour assurer leur sécurité. Les voyages de nuit sur certains axes sensibles s'effectuent en convoi sous protection de la gendarmerie. L'insécurité ne relève plus de la rubrique « *faits divers* », c'est désormais un phénomène de société. (18 et 26/08)

Le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription régionale de la gendarmerie, a indiqué que la série d'attaques à main armée de ces derniers temps ne sont ni plus ni moins que des manœuvres de déstabilisation, des actes de nature à simuler un climat d'insécurité. Il a également fait savoir que des mesures rigoureuses ont été prises pour le contrôle des armements. Le Conseil des ministres a décidé l'annulation de la main d'œuvre pénale (MOP) [*prisonniers qui travaillent à l'extérieur et qui, souvent, s'adonnent à des actes de banditisme*]. Une décision controversée car ce système de semi-liberté a pour but, principalement, de réinsérer socialement les détenus et de désengorger les établissements pénitentiaires. (28/08)

Le ministère du Tourisme indique qu'il a fait de la sécurité sa principale préoccupation. La reprise du tourisme est encore fragile : 80.000 touristes sont venus visiter la Grande Ile au cours du premier semestre, contre 70.000 sur la même période en 2009. (27/08)

Insécurité alimentaire : 200.000 élèves à nourrir en 6 mois dans le Sud. L'insécurité alimentaire affecte l'éducation des enfants dans le Sud de l'île. Selon l'enquête de l'Instat, 48,6% des enfants victimes de malnutrition sévère sont en âge scolaire et le taux d'achèvement de la scolarité est inférieur à 30% dans les zones à risque. D'où la mise en œuvre d'un projet de cantines scolaires initié par le ministère de l'Education nationale et le PAM pour la rentrée 2010-2011. 200.000 élèves issus de 1.007 écoles seront nourris pendant 175 jours. L'apport sera de 603 Kcal par jour et par élève.

La France a octroyé à Madagascar une tranche supplémentaire de 600.000 euros, en plus des 2,8 milliards Ar en mai pour soutenir 5 projets traitant de la problématique alimentaire dans la capitale et le Sud du pays. La population de Madagascar, et en particulier d'Antananarivo, fait face à une crise alimentaire grave. Le taux de malnutrition est en augmentation constante tandis qu'un nombre croissant de familles n'a plus les moyens de se nourrir. L'appel d'urgence lancé en mai dernier par les systèmes des Nations Unies dressait un tableau catastrophique de la situation. La FAO vient à son tour d'alerter les partenaires techniques et financiers présents à Madagascar de la probabilité d'une crise alimentaire sans précédent dans le Sud du pays. « *Pour pouvoir mener à bien notre travail jusqu'à la fin de l'année, nous aurions besoin de 7 millions de dollars additionnels* », a expliqué la représentante du PAM. (27/08)

La Grande Ile se classe au 17^{ème} rang des pays à hauts risques, d'après Maplecroft dans son rapport d'étude sur les risques d'insécurité alimentaire réalisée en collaboration avec le PAM dans 163 pays. (26/08)

Malnutrition alimentaire en milieu carcéral : 4 décès ont été enregistrés dans la prison de Tolagnaro durant les mois de juin et juillet. La malnutrition alimentaire des détenus en est la principale cause¹⁴.

Des indicateurs de pauvreté très élevés et à la hausse. Alors que le taux de croissance annuel de Madagascar pour 2008 était prévu à 7,2 %, les perspectives pour 2009 ont été confirmées comme étant négatives. On estime que les niveaux globaux de vulnérabilité sont très élevés : près de 69 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, un taux qui est demeuré presque inchangé depuis 1993, malgré une croissance économique modeste mais constante. On estime que 44% de la population, soit 8,3 millions de personnes, vivent dans une situation de pauvreté extrême. Madagascar est aussi parmi les 18 pays dont le taux de prévalence de la malnutrition chronique est supérieur à 45%. Selon une étude des Nations Unies, la pauvreté touche en premier lieu la population rurale (représentant 80% de la population malgache) où les indicateurs sont les plus élevés. En milieu urbain également, plus de 50% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Les enquêtes à fin 2008 ont aussi montré que presque la moitié de ces pauvres sont en situation d'insécurité alimentaire et, dans la capitale, leur taux de malnutrition chronique est plus élevé que la moyenne nationale. La vulnérabilité de cette population urbaine, qui a peu de marge de manœuvre pour faire face, risque de s'accroître suite à une hausse du taux de chômage (plus de 200.000 emplois ont été perdus en 2009 suite à la crise politique et au ralentissement de la demande économique globale) ; en cause également la réduction de la production agricole due au manque d'intrants habituellement fournis par le gouvernement mais absents en 2009 et une mauvaise gestion possible de la régulation de prix de denrées alimentaires sur le marché. Madagascar est le pays le plus exposé aux cyclones en Afrique (3-4 cyclones majeurs par an) ce qui entraîne des effets dévastateurs sur sa population et son économie. L'évaluation des dommages, pertes et besoins pour la réhabilitation et la reconstruction menée en 2008 a estimé les dommages et pertes à 333 millions de dollars soit 4% du GDP. 25% de la population vivent dans des zones à risque et les trois dernières années, entre 121.000 et 353.000 personnes ont été affectées. En même temps, des périodes de sécheresse affectent les régions dans le sud, soit 1.3 million de personnes. 9.500 enfants ont été pris en charge pour malnutrition sévère en 2009. Le mécanisme national pour répondre à ces urgences a été désorganisé suite à la crise.

Hôpital des enfants à Tsaralàna : l'accès à l'oxygène devient payant. Le tarif appliqué est de 1.000Ar/heure. Des familles sont contraintes d'emprunter pour pouvoir assurer le traitement de leur enfant. S'ajoutent les frais d'achat des médicaments et de savon. Un membre du personnel médical dénonce une politique de santé de classe ou de prestige. Le pouvoir vient en effet d'annoncer la création de nouveaux hôpitaux modernes ou de nouveaux services médicaux, telle la nouvelle banque de sang dans l'enceinte de du HJRA ou encore un nouvel hôpital à Mahajanga. Pour *Tribune*, aider les malades à accéder à des soins gratuits ou à des médicaments moins onéreux ne semble pas préoccuper les plus hautes autorités. Un cadre universitaire voit dans cette mesure une conséquence de la politique de restriction budgétaire imposée par le gouvernement, victime de la suspension des aides internationales. (19/08)

L'OMD 5 sera difficilement atteint. L'amélioration de la santé maternelle (OMD5) reste encore problématique. « *En principe, Madagascar devrait actuellement avoir un taux de mortalité maternelle de 122/100.000 naissances vivantes. Pourtant le dernier EDS fait état d'un taux de 498/100.0000* », a fait remarquer l'OMS. Ce qui concrètement veut dire que près de 8 femmes meurent chaque jour de pathologies liées à la grossesse ou à l'accouchement. « *Madagascar fait partie des pays qui peuvent atteindre les OMD 4 [taux de mortalité des enfants] et 6 [VIH/Sida, le paludisme et les autres maladies] mais les efforts réalisés doivent être soutenus* », ajoute l'Organisation. (20/08)

Revendications des syndicats : les employeurs se montreraient plus respectueux. Selon les syndicats, le dépôt récent d'une plainte à l'OIT après l'adoption d'une nouvelle loi permettant un recours excessif aux heures supplémentaires et le travail de nuit des femmes auraient eu un impact sensibilisateur sur les employeurs. Ces dernières années, la plupart des cas avérés de discrimination liés à l'appartenance syndicale concernaient des employeurs de zones franches d'exportation où les

¹⁴ Sur la situation carcérale au 1^{er} semestre 2010, voir le rapport d'activité de Médicap Madagascar : blog Justmad « *articles remarqués* » juillet 2010 - <http://storage.canalblog.com/26/05/448497/56017542.pdf>

syndicats sont peu implantés. On estime que les zones franches généraient avant la crise 100.000 emplois directs et 400.000 emplois indirects. (16/08)

Transparency International. Lancement du projet Cajac. Si la corruption est au cœur des problèmes de bonne gouvernance, c'est parce que c'est une pratique qui s'est généralisée au fil des années. Aujourd'hui, le Bianco fonctionne à plein régime et reçoit toutes sortes de plaintes émanant de citoyens, parfois anonymes et portant parfois sur de grandes affaires d'Etat. Mais nombre de plaignants renoncent à monter un dossier, faute d'appui technique. Le projet Cajac (Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne), initié et mis en place par Transparency International, se donne pour mission d'accompagner les personnes dans leurs démarches lorsqu'il y a lieu de porter plainte contre une personne ou une entité auprès du Bianco. Déjà mis en place dans divers pays dans le monde tel qu'en Afrique ou en Amérique, ce service inclut l'information des citoyens sur leurs droits. Le service est gratuit. Dans la lutte contre la corruption, le projet va jusqu'à monter un plaidoyer lorsque la loi est floue et favorise, dans une certaine lecture, le corrompu. Financé par l'UE, le projet Cajac est lancé cette année dans 5 pays dont Madagascar (Niger, Cameroun, Sénégal et Maurice). La branche malgache de Transparency International existe depuis une quinzaine d'années. Ses principales missions sont la lutte contre la corruption et ses diverses activités permettent d'obtenir un indice de la perception de la corruption.

Bonne gouvernance et lutte contre la corruption : le Bianco sensibilise les partenaires du FID. Le Bianco poursuit sa mission d'éducation. Un atelier de formation et de mobilisation en matière de lutte contre la corruption a été organisé au profit de 50 partenaires du Fonds d'intervention pour le Développement (FID), (présidents d'associations et/ou d'ONGs et de représentants des bureaux d'études), et ce après un autre atelier organisé pour les cadres et employés du FID. Cette formation entre dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de partenariat signée le 13 juillet 2010 entre le FID et le Bianco. (14/08)

Général Faly Rabetrano, DG du Bianco : « La corruption s'est accentuée durant la Transition ». Il a affirmé sur les ondes nationales s'être entretenu de cette question avec le président de la Transition. Il est aussi intervenu en Conseil des ministres où il a fait part de la politique générale de lutte contre la corruption menée par son organisme. Le général a reconnu aussi que le Bianco s'est saisi des grands dossiers impliquant des hautes personnalités et des opérateurs économiques. « *Nous avons toujours pu boucler nos dossiers, malgré quelques interventions de hauts placés du régime actuel* », a-t-il conclu au micro de RFI. Il a rappelé les termes de la loi instaurant le Bianco et le cadre juridique de cette indépendance. Son directeur a un mandat de 5 ans qui ne peut être écourté que par le président de la République. (16/08)

Du bon usage de l'argent public encore et toujours. Le SeFaFi, dont la réputation de sérieux de ses analyses n'est plus à faire, publie un **dossier très documenté et accablant**¹⁵. Le plaidoyer pour la bonne gouvernance est récurrent dans leurs discours depuis 50 ans. Pourtant, la gestion des deniers publics reste une nébuleuse encombrée de détournements, de passe-droits, de fraudes fiscales, de dessous de table, de petite et grande corruption, d'irrégularités dans la passation et l'attribution des marchés publics, et de malversations de toutes sortes. Inventaire des dossiers des régimes successifs. Sait-on que des capitaux énormes sortent régulièrement de Madagascar, de façon licite ou non ? Madagascar est fortement concerné par ce fléau, alimenté par l'argent de la corruption, les fraudes fiscales commerciales et les produits du crime...

Des membres de la classe politique surveillés par le Samifin. Son directeur a révélé qu'un « *dossier d'opération suspecte* » (DOS) a été ouvert concernant deux hautes personnalités de la Transition. Ce service a pour mission de surveiller l'activité des personnes exposées (termes désignant les hautes personnalités de l'Etat) qui effectuent des opérations à l'étranger. 54 dossiers ont été traités par le Samifin en 2009, chiffre en hausse par rapport à l'année précédente. 21 comptes bancaires ont été bloqués temporairement pour blanchiment d'argent. Le service recommande aux gouvernants d'éradiquer le marché illicite de devises, qui constitue un environnement favorable au développement du blanchiment d'argent, et de renforcer les contrôles au niveau des postes frontalières. (19/08)

¹⁵ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/96/47/448497/56044349.pdf>

Services publics de base : érosion du fonctionnement en raison de la crise politique. En cause : la baisse des finances publiques, les conflits au sein de l'administration, les désaccords au sein du gouvernement de Transition sur les aspects essentiels de gestion du secteur public et la migration de la force de travail publique vers le secteur privé ou à l'étranger, selon le Système des Nations Unies. De plus, la forte chute des recettes publiques pourrait affecter le paiement du service de la dette qui a permis de maintenir un niveau d'engagement minimal de la communauté internationale. (19/08)

ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Impacts de la crise politique

Marché des BTA : l'Etat semble encore avoir des ressources. L'Etat a-t-il des problèmes de trésorerie ? Tout porte à le croire quand on considère la tension née du retard de paiement des salaires du personnel de l'université d'Antananarivo. Cette opinion est renforcée par les problèmes que connaît le budget de fonctionnement de cette même université. Cependant, certains faits semblent contredire cette idée de cessation de paiement. En effet, au niveau du marché des Bons du Trésor par Adjudication (BTA), l'Etat peut encore se permettre de faire la fine bouche. Ce qui n'aurait pas été le cas si vraiment il avait des difficultés à honorer certaines échéances. Lors de la séance du mois d'août, en effet, le Trésor public a émis pour 56 milliards Ar de BTA, tandis que le montant total des souscriptions a atteint 90 milliards Ar. Le Trésor n'a finalement levé que le montant annoncé. Les taux négociés n'ont pas été excessifs (taux moyen de 8,87%) et se situent parmi les plus bas des 5 derniers mois. Le Trésor semble gérer avec prudence le marché des BTA et pour le moment, l'Etat paraît avoir encore des ressources. (*Les Nouvelles 10/08*)

Austérité budgétaire et revendications sociales. Le budget de fonctionnement du ministère des Forces armées va être revu à la baisse, une baisse estimée à 50%. Il en sera de même pour les salaires des membres de la HAT, en application de l'austérité budgétaire prônée par l'Etat. Ce qui n'empêche pas des représentants des fonctionnaires au sein du « *Fiaraha-miantan'ny mpiasam-panjakana* » de lancer un « *dernier avertissement* » aux autorités concernant leur revendication portant sur l'alignement de la grille indiciaire de la fonction publique. Ils revendiquent également « *l'amélioration de leurs conditions de travail* ». Le Syndicat des Magistrats de Madagascar (SMM) revendique le paiement d'indemnités qui leurs sont dues, a annoncé son président à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre et le ministre de la Justice. Le syndicat attendra quelques jours avant de décider de la position à tenir. Selon *Midi*, l'application de cette grille indiciaire unique coûterait à l'Etat de 16 à 37 milliards Ar. (*11/08*)

La recolonisation de l'emploi par le secteur informel a été brusquement observée en 2010 à Antananarivo, selon une enquête de l'Instat. Plus de 116.000 emplois supplémentaires y sont exercés par rapport en 2006 et son poids a connu un saut de plus de 7 points au cours de ces 4 dernières années. Il s'établit en 2010 à 65,1% des emplois, un niveau jamais égalé. Pour le secteur des zones franches, on note une baisse de 16.000 emplois depuis le recensement de 2006. (19/08)

La BAD prévoit un taux de croissance négatif pour 2010 (-0,4%) alors que l'objectif gouvernemental était une croissance de 2,6%. L'impact de la crise politique est toutefois limité en raison de l'importance de l'économie informelle (70%). La crise a été fortement ressentie dans les secteurs tournés vers l'exportation. En valeur FOB, les exportations ont atteint 2.142 milliards Ar sur l'année 2009 et sur le 1^{er} trimestre 2010 (dernier trimestre connu), elles n'ont atteint que 410 milliards. (31/08)

La société Tiko Oil Products de Toamasina placée sous scellés, suite à une ordonnance du ministère de la Justice. Les avocats de Tiko venus sur place ont fait opposition. La Minoterie Mana, Tiko Oil Products et Tiko Oil Plants restent fermés malgré la décision de justice rendue à Antananarivo, qui avait motivé ainsi sa décision de réouverture : « *l'extrême urgence est justifiée parce que les produits réquisitionnés (de l'huile et de la farine) sont périssables et parce que les pillages qui continuent, mettent en cause l'existence même des sociétés requérantes et le sort des employés au chômage technique depuis janvier 2009 et leurs familles* », rapporte *Midi*. (23/08)

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

Intégration régionale : une utopie selon la société civile. « *Les projets d'intégration économique régionale de l'Afrique australe ne sont pas ancrés dans la réalité* ». Tel est l'avis des organisations de la société civile qui ont tenu récemment une réunion parallèle au Sommet de la Sadc en Namibie. Pour elles, une Afrique australe sans frontières relève de l'utopie. Madagascar est pour l'heure suspendu de toutes les instances de l'Organisation régionale mais depuis que le pays est entré en forcing dans ce groupement, il n'en a pas récolté de profits sur le plan économique. Au contraire, le marché malgache est inondé de produits sud-africains et mauriciens. Du fait de son adhésion au Marché commun de l'Afrique australe et orientale (Comesa), la Grande Ile voit aussi son marché inondé de produits mauriciens et égyptiens. Elle fait en effet partie des rares pays de ce groupement régional à avoir adhéré en 2000 à une zone de libre échange. Aucun bilan n'a été dressé de cette adhésion qui date déjà de 10 ans mais il ne fait aucun doute que Madagascar n'a tiré aucun profit de ces accords. Au sein de la Sadc et du Comesa, les pays à économies plus fortes profitent, en fait, des pays plus faibles qui ont peu à offrir. Il en ira de même pour les Accords de partenariat économique (APE) avec l'UE, qui stipulent que la libéralisation de 85% des lignes tarifaires facilitera mieux l'entrée des produits européens dans la ZLE. De quoi multiplier les déséquilibres commerciaux existants, estime la société civile. (26/08)

Piraterie maritime : Madagascar, Seychelles, Tanzanie pays stratégiques. Les responsables des forces maritimes des pays membres de la Sadc envisagent la création d'une force maritime régionale en vue d'endiguer l'expansion de la piraterie dans cette partie de l'Océan Indien. Venus essentiellement de Somalie, les pirates ont étendu les zones d'actions dans l'Océan Indien en frôlant les côtes seychelloises et malgaches, entraînant un gros manque à gagner pour le secteur tourisme et le secteur du transport maritime dans la zone. Le dernier Sommet de la COI, qui s'est tenue à La Réunion, a lui aussi prévue de former une force maritime commune et a annoncé la volonté de mettre sur place un centre anti-piraterie (base navale) à Antsiranana. (26/08)

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement¹⁶

Projet WISCO [minerai de fer de Soalala] : de grands risques pour le pays ? La Revue de « *Madagascar Conseil International* » (MCI) aborde les investissements chinois en Afrique par l'intermédiaire du projet Wisco à Madagascar. Se défendant de faire le procès des investissements chinois en Afrique ou à Madagascar, la note a principalement pour objet de faire prendre conscience des véritables enjeux : avec qui et comment s'engage-t-on ? Partant du principe que « *dans leur quête effrénée de ressources naturelles, notamment en ressources minérales pour pallier l'insuffisance de leurs approvisionnements, la Chine et ses entreprises avancent leurs pions à coups de milliards d'investissements en Afrique* », la note poursuit : « *C'est ainsi qu'à l'instar de la Guinée, de la RDC et du Cameroun, Madagascar entre dans le club des pays africains, destinataires des investissements chinois à la suite de l'octroi d'un permis de recherche sur le gisement de fer de Soalala à la société chinoise Wisco* ». La note rappelle l'importance exceptionnelle du projet : 100 millions de dollars immédiatement versés au Trésor public, un investissement de 8 milliards de dollars sur 30 ans, 100.000 emplois générés. Ce qui fait de ce projet « *le plus grand investissement minier en Afrique, sinon dans le monde* ». Mais face à « *cet enthousiasme un peu béat voire l'autosatisfaction des dirigeants politiques par rapport au projet Wisco à Madagascar* », la note rappelle que « *le principe des investissements internationaux notamment avec la Chine ne procède pas de sentiments purement philanthropiques* ». Ainsi, deux risques majeurs doivent être mis en exergue : d'une part, ceux liés à l'approche chinoise des investissements internationaux en Afrique et, d'autre part, les fragilités juridiques qui caractérisent l'opération du côté malgache. Selon cette note, « *Avec sa politique d'investir « sans conditions », l'approche chinoise diffère sensiblement de celle pratiquée par les pays industrialisés. Contrairement aux USA dans les accords AGOA et à l'UE à travers l'Accord de Cotonou par exemple, lesquels exigent des conditions, comme l'obligation de bonne gouvernance, ou l'instauration de pratiques démocratiques, la Chine, par son principe de « non ingérence » dans les affaires intérieures des autres pays ne se pose aucune question pour investir* ». Pour l'auteur de la note, c'est une « *politique d'investissement sans aucun état d'âme..., et cette attitude tend à favoriser les régimes de transition, ou les Etats semi-démocratiques voire autoritaires* ». La note parle d'un « *néocolonialisme chinois sur le plan économique* » qui draine derrière lui de nombreuses critiques : le manque de transfert technologique dans le projet d'infrastructure, le non-respect des droits sociaux sur le plan local, l'absence de profits des économies domestiques car la Chine apporte ses propres

¹⁶ Cf blog Justmad « *articles remarquables* » - août 2010 - Pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles ...s'il en reste ... après la Transition - <http://storage.canalblog.com/11/93/448497/56243399.pdf>

ouvriers et ingénieurs... Et de conclure sur ce point : « ***l'instabilité politique constitue le terrain de prédilection des investissements chinois*** ». Sur le plan juridique, l'auteur se pose des questions sur « *les pouvoirs d'un régime de transition notamment lorsque celui-ci est du domaine d'extra-constitutionalité* ». Et de poursuivre : « *l'octroi d'un permis minier d'une durée de 30 ans sur une superficie de 430 km² du territoire national, avec des réserves de fer estimées à 800 millions de tonnes relève-t-il de la mission d'un régime de transition ? Quid de la pérennité de l'acte ? Ce contrat lierait-il les futurs dirigeants malgaches ?* ». La note fait également remarquer que le système juridique national existant en matière d'investissement minier (en particulier le Code minier et la Loi sur les grands investissements miniers) ne sont pas faits pour gérer un « *méga investissement de 8 milliards de dollars* ». La note porte également une critique sévère sur « *la mise en place d'un contrat de partage de production entre l'Etat malgache et la société Wisco* ». Le contrat de partage est « *critiquable dans la mesure où l'équilibre contractuel est difficile à établir entre l'Etat propriétaire des matières premières et l'investisseur détenteur de la technologie et de l'exploitation du gisement. Ce contrat n'assure pas forcément un partenariat « win-win »* ». En dernier lieu, la note, fait preuve d'un certain pessimisme quant à la capacité du pays à réaliser le suivi environnemental d'un grand projet minier de cette envergure : « *les organismes nationaux existants « n'ont pas les moyens et les ressources humaines pour le contrôle efficient des grands projets d'investissement* ». (Les Nouvelles 11/08)

Investissement miniers de WISCO : des techniciens chinois sont à Soalala. Une trentaine de techniciens chinois de WISCO accompagnés de techniciens de la Direction interrégionale des mines et des hydrocarbures de Mahajanga sont dans le district de Soalala afin de constater de visu les questions techniques se rapportant à l'exploitation du gisement de fer sur la commune d'Ambohipaky. Ils ont prévu entre autres d'étudier techniquement les 120 km de routes reliant Katsepy à Soalala, et la réserve de la baie de Baly, qui est située sur la route de Soalala. Des études se rapportant à la mise en place d'un port pouvant accueillir 11 millions de tonnes de fer ainsi que d'une centrale électrique de 60 mégawatts figurent également au menu de cette visite. Par ailleurs, la construction d'un hôpital de 5000m², d'écoles, d'aires de loisirs et de cités ouvrières accompagne également ce projet Soalala. Une centrale thermoélectrique de 60 mégawatts devrait être fonctionnelle vers la fin de l'année 2012, et deux centrales hydroélectriques d'ici 2021. La première production de concentré de fer et de pellet de fer est prévue entre 2013 et 2017 tandis que la production d'acier et de fer se fera à partir de 2018. (13/08)

La LOI du 10/07 indiquait que le groupe français Bolloré (proche du président de la République française), est sur les rangs pour la construction du port minéralier en eau profonde. Il a eu des contacts à ce sujet avec un proche du président de la HAT, Mamy Ravatomanga, patron du groupe Sodiat et du quotidien *La Vérité*. L'Autorité du port de Barcelone serait aussi intéressée.

Ilménite de Tolagnaro : 8 à 10% du marché mondial. Avec un total de 6.000 ha répartis sur 3 sites, le gisement exploité par la compagnie Rio Tinto QMM représente 8 à 10% du marché mondial. La compagnie prévoit d'exploiter une centaine d'hectares par an sur une période de 20 à 25 ans. Elle exporte l'ilménite constituée de 38 à 60% de titane, et le zirill (un mélange de zircon et de sillimanite). Le bioxyde de titane (TiO₂) extrait de l'ilménite permet de fabriquer des pigments blancs qui donnent un brillant et une opacité à divers matériaux. Le TiO₂ est partout dans la vie quotidienne, dans le papier blanc, la peinture, le plastique, le textile, les cosmétiques et l'alimentation. Sinon, moins de 5% de la production mondiale sont transformés en titane métallique pour des applications dans l'industrie aéronautique et spatiale. Quant au zircon, il est utilisé dans la production des carreaux, de la céramique, des articles sanitaires, des écrans de télévision, des moniteurs d'ordinateurs... Il peut être utilisé dans diverses applications électroniques, dans la bijouterie et dans plusieurs produits industriels. Concernant les risques de radioactivité au niveau de l'exploitation, la compagnie précise : « *La dose annuelle d'origine terrestre à laquelle un villageois serait soumis, dans l'hypothèse où il passerait tout son temps sur le site minier, est inférieure à la dose annuelle maximum recommandée* ». (17/08)

Exploitation aurifère : la région de Fenoarivobe (région Bongolava) attire actuellement beaucoup d'exploitants. Les forêts environnantes sont menacées par l'exploitation abusive. (16/08)

Exploitation illicite d'un gisement de malachite et de cuivre à Betanantanana (district de Maintirano). Aucun document ni déclaration de début d'activité n'a été déposé. Les exploitants chinois ont utilisé des moyens importants pour effectuer leur opération. Au niveau environnemental, les dégâts sont également considérables. Une procédure judiciaire est engagée par l'Etat à l'encontre

des contrevenants pour « pillage des ressources nationales ». Le ministre des Mines et des Hydrocarbures s'est rendu sur place pour constater que l'exploitation se poursuit malgré l'interdiction prononcée depuis 2 semaines. Il annonce des sanctions pénales et financières.

Exploitations minières : les trafics sont favorisés par les autorités locales. « D'après les calculs, le site d'or de Mangatany à Firavahana Fenoarivobe devrait ramener à l'Etat l'équivalent de plus de 600 kg d'or par an, cependant, 100 kg seulement ont été déclarés », constate le directeur des Mines. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Cela montre le niveau élevé des trafics dans le secteur. Et ce haut responsable de poursuivre : « Les trafics ne sont possibles qu'avec le concours des autorités civiles et des forces de l'ordre ». Tel est le cas dans la région Nord de Toamasina (Mananara) où le trafic de cristal de roche prend de l'ampleur avec la complicité de ces autorités. (31/08)

Ministère des Mines et des Hydrocarbures : rencontre discrète avec des investisseurs indiens. Les investisseurs ont débarqué d'un jet privé en provenance de Jakarta. Ils ont été reçus au salon d'honneur base aérienne d'Ivato. Selon *La Gazette*, un contrat d'exploitation minière serait en gestation. Ces hommes d'affaires n'ont pas été les seuls à s'embarquer à bord du jet privé qui a repris la direction de Jakarta : *La Gazette* croit savoir qu'ils étaient accompagnés par le jeune multimilliardaire Mamy Ravatomanga, le ministre des Mines et des Hydrocarbures Mamy Ratovomalala et son secrétaire général, ainsi que le conseiller spécial du président de la HAT, Patrick Leloup. (19 & 20/08)

Industrie extractive : les contrats demeurent secrets. Contrat avec le consortium chinois Wisco, convention d'établissement d'un projet minier, éligibilité à la Loi sur les grands investissements miniers pour un autre projet minier, contrats avec des compagnies pétrolières ou des entreprises qui explorent de l'uranium ou d'autres minerais... L'Etat n'a jamais publié ou n'a pas fait large diffusion de ces différents documents qui sont pourtant du domaine public. Certes, la convention d'établissement citée plus haut a fait l'objet d'un vote du Parlement sous le régime Ratsiraka, mais elle n'est pas accessible à tout un chacun faute d'une large diffusion. Il en est de même pour les dispositions de la LGIM : comme la convention d'établissement, cette loi offre d'importants avantages fiscaux aux compagnies éligibles mais les deux documents n'ont jamais été portés à la connaissance du public d'une manière volontaire. Seuls les connaisseurs et initiés peuvent y avoir accès. A Fort-Dauphin pourtant, la convention d'établissement peut être consultée. C'est peut-être le seul endroit physique où le public peut lire ce document. Tant que la société civile et les communautés locales ne sont pourtant pas entièrement au courant des tenants et aboutissants des contrats et conventions dans l'industrie extractive, la voie sera ouverte à la corruption et au détournement de deniers publics. Madagascar a choisi d'intégrer l'Initiative sur la transparence dans l'industrie extractive (EITI) mais il n'en est pas encore membre et les instances de cette initiative lui ont donné une année supplémentaire pour produire ses rapports, note *La Gazette*. (24/08)

Trafic de bois de rose. La Task Force réclame 4.8 milliards Ar de salaires impayés. Les 150 éléments des forces de l'ordre qui la composent menacent de révéler des secrets, indique *Midi*. La Task Force créé en septembre 2009, en charge de l'assainissement de la filière bois de rose est désormais remplacée par la Brigade Mixte Forestière, dirigée par la direction de Contrôle et de l'amélioration de l'intégrité au sein du ministère de l'Environnement. Et ce, suite aux nombreuses doléances reçues quant à l'implication des forces de l'ordre membres de cette structure dans les trafics, par connivence avec les opérateurs suspectés. Ses 150 membres exigent de la HAT une somme de 4,8 milliards Ar à titre de salaires et indemnités impayés, étalés sur une période de 4 mois. En cas de non-règlement, ils menacent de révéler des « secrets », notamment les noms des personnalités qui seraient les commanditaires des trafics de bois précieux. Durant leur mission, ils avaient déjà dénoncé des interventions haut placées qui, selon eux, entravaient leurs opérations sur le terrain.

Midi rappelle que des amendes d'une valeur de 72 millions Ar/conteneur ont été exigés des opérateurs ayant obtenu un agrément d'exportation de bois de rose, à titre exceptionnel, dans le cadre d'un arrêté publié par la HAT en 2009. Le délai fixé était du 21 septembre au 30 novembre. Un ancien ministre de l'Environnement de la HAT a révélé qu'une recette de l'ordre de 30 milliards Ar issue du paiement de ces amendes avait été encaissée en l'espace de 2 mois. L'arrêté prévoyait que sur les 72 millions d'amendes, 12 millions seraient alloués à la mise en œuvre du programme d'Action pour la Dégradation de l'Environnement et des Forêts (ADEF) tandis que le reste reviendrait de droit au Trésor, pour assurer le fonctionnement des pouvoirs publics durant la période de transition. Le quotidien estime que l'utilisation de ces fonds manque de transparence. Une bonne partie de ces

recettes aurait été utilisée pour le fonctionnement de la Task Force, alors que le programme ADEF n'a pas, pour l'heure, démarré. Le fonctionnement de cette Task Force se serait révélé très budgétivore (indemnités de mission de ses membres en opération, frais de location de voitures 4x4...). Une délégation de la Task Force a rencontré le Premier ministre Camille Vital pour régulariser ces impayés mais la démarche n'aurait pas abouti. (10/08)

Coup de grâce à la vanille ... embellie pour le bois de rose. Le Conseil des ministres a interdit Vohémar comme port d'escale international. Les exportations de vanille devront donc être cabotées sur Toamasina, puis réexpédiées à l'international. Pour *Le Courrier*, la décision est catastrophique pour les opérateurs de vanille qui vendent déjà mal leurs produits. Mais cette mesure va favoriser les trafics de bois et notamment de bois de rose. Elle va légaliser les transferts par boutre sur Toamasina où le contrôle des containers est extrêmement difficile compte tenu des volumes opérés. (19/08)

31 milliards Ar versés par des chinois. Le DG du Samifin a révélé qu'une quarantaine de chinois (introuvables) étaient suspectés d'avoir versé des commissions à des opérateurs malgaches. 3 grandes sociétés chinoises seraient impliquées dans ce réseau. L'ambassade de Chine interpellée, aurait refusé de répondre. Depuis 2009, le Samifin a répertorié 27 déclarations d'opération suspectes en termes d'exploitation de bois de rose. Pour Madonline, Le Samifin reste impuissant face aux trafiquants de bois de rose. La piste chinoise dévoilée publiquement détourne l'attention un temps fixée sur des hauts responsables de la transition, souvent cités sans être nommés dans le dossier bois de rose. La passivité des autorités soulève des questions car les acteurs locaux de ce trafic sont connus. Le Samifin montre déjà ses limites dans sa mission. (19 & 20/08)

Douanes de Toamasina : un contrôle inopiné du ministre des Finances et du Budget, Hery Rajaonarimampianina. Selon *Midi*, il aurait effectué cette visite suite à une suspicion d'exportation frauduleuse portant sur une dizaine de conteneurs de bois de rose. (23/08)

Le Samifin a transmis des dossiers de Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS). Il soupçonne des cas de corruption pour les 565 containers de bois de rose exportés suite à une autorisation exceptionnelle accordée par le régime en 2009. La plupart d'entre eux ont pu quitter le territoire sans que soient réglées les amendes prévues. (24/08)

La *LOI* du 10/07 révèle que le franco-malgache Patrick Leloup, conseiller économique d'Andry Rajoelina, serait un **possible intermédiaire dans les transactions suspectes** concernant le bois de rose. Il aurait été déchargé de certains dossiers et envisagerait d'aller s'installer à Maurice.

Une équipe de la direction du contrôle et de l'amélioration de l'intégrité du ministère de l'Environnement est à Mananara Nord à la recherche des trafiquants. (26/08)

Déforestation : une baisse notable de 2000 à 2009. Durant les 10 dernières années, le taux de déforestation a diminué : il est passé de 0,83% par an en 1990-2000 à 0,53% par an pour la période 2000-2009. En 2005, on estimait qu'il restait 9,4 millions d'hectares de forêts naturelles à Madagascar, selon le ministère de tutelle. Néanmoins le patrimoine naturel unique de Madagascar est sévèrement menacé de disparition. La forêt naturelle qui couvrait originellement la majeure partie de l'île disparaît très rapidement. L'érosion qui s'ensuit est extrêmement importante, entraînant une dégradation importante des milieux lacustres, côtiers et marins, l'ensablement des périmètres agro-rizicoles, des infrastructures portuaires, des infrastructures hydroélectriques et provoque les affaissements routiers. (18/08)

Deux grands projets de plantations de palmier à huile seraient en cours d'attente d'approbation, selon le World Rainforest Movement. Une compagnie américaine et indienne seraient prêtes à exploiter des milliers d'hectares pour la mise en œuvre de leurs projets. (19/08)

Réforme foncière : le PNF retrouve un second souffle. « *Plusieurs bonnes nouvelles viennent donner un second souffle au Programme national foncier (PNF), et au-delà, à tous les acteurs et bénéficiaires de la réforme foncière* », écrit le bulletin du ministère de l'Aménagement du territoire. Parmi ces bonnes nouvelles, l'accord signé entre les gouvernements malgache et français sur la remise de dette bilatérale vis-à-vis de la France. Grâce à cet accord, le PNF s'est vu doté d'une subvention d'1 million d'euros pour financer son fonctionnement et ses activités jusqu'à la fin 2011. Avec cette enveloppe, le PNF apportera un appui-conseil aux guichets fonciers communaux. L'objectif est de les aider à se maintenir en place et à pérenniser leurs services. *[Ces guichets s'occupent de l'immatriculation des terrains privés non titrés souvent occupés par plusieurs générations successives sans avoir été immatriculés. Ils délivrent le certificat foncier devant constituer une garantie tant pour l'investissement que pour l'accès au crédit].* (24/08)

Divers

Energie. Le potentiel hydroélectrique de Madagascar est estimé à 7.800 Mégawatts dont seulement 1,5% est actuellement exploité.

FAO : des essaims de criquets menacent l'agriculture à Madagascar. Le pays est menacé par une invasion de criquets ravageurs et le gouvernement estime que 460.000 familles rurales pourraient être affectées, selon l'alerte lancée par la FAO¹⁷. Des essaims immatures, en nombre inconnu, de criquet migrateur malgache (*Locusta migratoria capito*) se sont formés, ont quitté le sud-ouest du pays où ils sont généralement cantonnés et ont commencé à migrer vers l'est et le nord. Une importante campagne de lutte de plusieurs mois sera nécessaire durant la saison des pluies. Selon la FAO, 15 millions de dollars environ sont requis d'urgence pour la mise en place d'une vaste campagne terrestre et aérienne sur un demi-million d'hectares. En 2007-2009, les pays de la région de la mer Rouge qui avaient investi 20 millions de dollars dans la prévention acridienne, ont réussi à empêcher qu'une recrudescence du Criquet pèlerin se transforme en invasion. Les pays d'Afrique du Nord et du Nord-Ouest ne l'avaient pas fait au tout début de la résurgence acridienne de 2003, et ont dû déboursier quelque 400 millions de dollars pour venir à bout des infestations en 2005. (12/08)

Un peu moins de 2 milliards Ar seront consacrés à la lutte antiacridienne pour l'année à venir. 2 hélicoptères et un avion ont obtenu une autorisation de survol afin de faire des prospections aériennes. (27/08)

Sécheresse dans le Sud : le charbon de bois détruit les forêts épineuses. Des centaines de ménages basculent dans la production de charbon de bois afin de surmonter les impacts de l'arrivée tardive des pluies qui sévit dans le Sud depuis 2 ans. C'est le constat d'un organisme international de défense de l'environnement qui intervient dans cette zone. Il déplore notamment la destruction de forêts épineuses qui constituent un écosystème unique en son genre. La production de charbon de bois n'est pas réglementée à Madagascar et elle fait rarement référence à une exploitation rationnelle et durable des forêts. Il faut y ajouter l'absence de techniques améliorées pour obtenir un rendement meilleur. Des opérateurs stimulent la production en envisageant d'exporter vers La Réunion, Mayotte et les Comores.

La Vérité écrit : « *La population de l'extrême Sud de Madagascar se trouve actuellement dans une situation proche du chaos. En dehors de la famine (kere) qui affecte une grande partie de la population et les troupeaux, les « dahalo » terrorisent les habitants. Faute de moyens adéquats, les Forces de l'ordre ne peuvent que constater les dégâts, d'autres ont profité de la faiblesse des petits paysans pour leur soutirer de l'argent* » (24/08)

Scandale « LOC » : plus de 190 dossiers étudiés au cas par cas. Le Pdg de LOC (Liaison Office and Consulting) est écroué à la prison de Tsiafahy. Les catholiques qui sont cosignataires avec ce bureau d'études de contrats de construction pour leurs institutions sont à pied d'œuvre pour la recherche de solution de régularisation de paiement de plus d'une centaine d'entrepreneurs victimes des malversations du Pdg cette société. Plus de 190 dossiers de projets sont en cours d'examen, pour un montant se chiffrant à des centaines de milliards Ar. Les constructions réalisées par ces entrepreneurs au profit des institutions de l'EKAR sont constituées entre autres d'écoles, de centres de santé, de bâtiments des presbytères et de centres de formation. La chute du régime Ravalomanana avait permis à l'Eglise catholique de se lancer dans des projets ambitieux précédemment contrecarrés. (12/08)

Destination Madagascar : 70.000 touristes attendus. Le secteur touristique a connu un essor considérable depuis janvier 2010, et ce malgré la crise. Durant le premier semestre, le ministère a répertorié 8% d'augmentation des arrivées par rapport à la même période de 2009. La ministre Irène Andréas a indiqué que 70.000 touristes sont attendus au second semestre. La participation active de Madagascar aux divers salons à l'étranger a favorisé la promotion de la destination Madagascar, principalement en cette période de vacances. L'objectif qui était une hausse de nombre d'arrivées à 15% par rapport à 2009 est donc atteint. Le secteur a beau connaître un essor considérable, il doit pourtant faire face à divers obstacles. Notamment, le manque d'infrastructures, l'accès aérien limité et le manque de connectivité. (13/08)

« **Newsweek aurait-il succombé à l'afro-pessimisme ?** », titre *Jeune Afrique*. Dans le classement « *des meilleurs pays du monde* » de l'hebdomadaire américain Newsweek, les pays africains sont

¹⁷ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » août 2010 - <http://storage.canalblog.com/84/27/448497/56133429.pdf>

placés en queue du peloton. Pour ce magazine, il s'agit d'un classement parfait. Le seul, à proposer une appréciation globale des nations du monde (bien que 100 pays seulement fassent l'objet du classement). 9 des 10 dernières places sont occupées par des pays africains. Le Burkina Faso étant « *le pire* » des pays africains recensés (100^{ème}) alors que la Tunisie serait le meilleur (65^{ème}) [*bien que ce soit un régime dictatorial comme le rappelle La Gazette*]. On trouve entre eux Maurice (66^{ème}), le Maroc (67^{ème}), l'Algérie (85^{ème}), **Madagascar (90^{ème})**, le Sénégal (91^{ème}) ou encore le Cameroun (98^{ème}). Pour arriver à ces données, Newsweek a retenu 5 critères : l'éducation, la santé, la qualité de vie, le dynamisme économique et l'environnement politique, chacun pesant du même « *poids* » dans le classement global. [*Rappel : Avec un Indice de Développement Humain (IDH) de 0,543, Madagascar est classé 145ème sur 182 pays en 2009*]. (24/08)

Fuite de cerveaux. Le recrutement d'informaticiens malgaches est envisagé par des chefs d'entreprises belges qui se sont rendus à Madagascar fin juillet. Ce pays souffre d'un déficit dans ces métiers qualifiés, indique la LOI.

Sources : L'Express de Madagascar (*site en maintenance une partie du mois*), Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, La Gazette de la Grande Ile, Matora (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, Mada.pro, Tananews, Times of Madagascar, Actumada, Madonline, 24heures.mg, Madaplus, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, Belga, PANA, APA, IPS, News Press, IRIN News

Taux de change : au 31/08/2010, 1 euro = 2565 Ariary (cours pondéré)